



StreamWIDE

RAPPORT FINANCIER ANNUEL
31 décembre 2012

SOMMAIRE

I. Attestation du responsable.....	3
II. Rapport de gestion au 31 décembre 2012.....	4
1. Evénements importants survenus en 2012	
2. Activité et situation du Groupe en 2012	
3. Activité et situation de la Société en 2012	
4. Informations juridiques	
5. Autres informations	
III. Comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012.....	38
- Comptes de résultat consolidés des exercices clos les 31 décembre 2012 et 31 décembre 2011	
- Etats de la situation financière consolidée aux 31 décembre 2012 et 31 décembre 2011	
- Etats du résultat global des exercices clos les 31 décembre 2012 et 31 décembre 2011	
- Variations des capitaux propres aux 31 décembre 2012 et 31 décembre 2011	
- Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 31 décembre 2012 et 31 décembre 2011	
1. Informations sur la Société et le Groupe	
2. Evénements significatifs de la période	
3. Présentation et base de préparation des états financiers	
4. Principes, règles et méthodes comptables	
5. Recours à des estimations	
6. Périmètre de consolidation	
7. Notes sur le compte de résultat consolidé	
8. Notes sur l'état de la situation financière	
9. Autres informations	
IV. Comptes statutaires de l'exercice clos le 31 décembre 2012.....	78

STREAMWIDE
Société anonyme au capital de 267.408,50 Euros
Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS

434 188 660 RCS PARIS

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés annuels arrêtés au 31 décembre 2012 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Paris, le 30 avril 2013

Pascal BEGLIN
Président Directeur Général

STREAMWIDE
Société anonyme au capital de 267.408,50 Euros
Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS

434 188 660 RCS PARIS

**RAPPORT DE GESTION ETABLI PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
ET PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE
EN DATE DU 21 JUIN 2013**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en assemblée générale annuelle afin (i) de vous rendre compte de la situation et de l'activité de la Société StreamWIDE SA (la "Société") et du Groupe StreamWIDE (le "Groupe") durant l'exercice clos le 31 décembre 2012 et (ii) de soumettre à votre approbation les comptes annuels et consolidés dudit exercice.

Lors de sa réunion en date du 22 mars 2013, le conseil d'administration a examiné les comptes annuels de la Société, de ses filiales et les comptes consolidés du Groupe, arrêtés au 31 décembre 2012. Les comptes qui vous sont présentés ont été établis dans le respect des dispositions du plan comptable et des règles comptables applicables en France, et en observant les principes de prudence et de sincérité.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux. Il vous sera ensuite donné lecture des rapports des commissaires aux comptes.

1. Evénements importants survenus en 2012

1.1 Evénements importants survenus en 2012 au sein du Groupe, progrès réalisés ou difficultés rencontrées

Evolution du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires annuel du Groupe augmente de 3,1 M€ (+27%). Toutes les catégories de revenus progressent en 2012. L'activité a bénéficié d'un effet de rattrapage sur la seconde partie de l'année, suite notamment aux déploiements de plusieurs contrats signés au cours du premier semestre 2012. Les revenus du second semestre 2012 sont de 9,1 M€ (+2,9 M€) soit une progression de +47% par rapport au second semestre 2011.

Si les revenus "France" diminuent légèrement (-0,5 M€) dans un marché mature, les revenus "export" quant à eux progressent fortement sur la période (+3,6 M€), ce qui est une tendance structurelle pour le Groupe, au regard des marchés adressés. Il est noté qu'en 2012, le Groupe a enregistré sa plus grosse commande unitaire depuis sa création avec un client opérant principalement en Amérique du Sud mais également en Afrique.

La forte progression des revenus constatée au second semestre de l'exercice s'explique principalement par cette commande, enregistrée dans les revenus annuels de la filiale américaine.

Evolution des résultats

Si les revenus progressent de 3,1 M€, le résultat opérationnel quant à lui ressort à 2,3 M€, en diminution de 0,5 M€ par rapport à celui de 2011. Le résultat net est positif à 1,3 M€ contre 1,8 M€ au 31 décembre 2011.

Cette évolution des résultats s'explique essentiellement par l'augmentation importante des amortissements des frais de recherche et développement, suite à la montée en puissance des différents développements effectués par le Groupe et par un rythme soutenu de mise en service et de ventes des différentes solutions développées.

Retraité des amortissements (les amortissements autres que ceux pratiqués sur les frais de recherche et développement étant peu significatifs), le résultat opérationnel courant ressort à 4,4 M€ contre 3,8 M€ au 31 décembre 2011, soit une progression marquée de 0,6 M€. A noter cependant que les reprises de CIR (autres produits d'exploitation) sont de 0,6 M€ en 2012 contre 0,3 M€ en 2011, soit un impact résultat positif de 0,3 M€ en 2012.

Distribution de dividendes

L'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle en date du 22 juin 2012 a approuvé une distribution de dividende à hauteur de 0,20 euro par action (soit un montant global de 0,5 M€ versé en juillet 2012). C'est le deuxième exercice consécutif où le Groupe distribue des dividendes.

1.2 Progrès réalisés ou difficultés rencontrées

L'année 2012 a été riche en succès commerciaux importants pour le Groupe. La filiale américaine a plus que doublé ses revenus en 2012 par rapport à 2011 et les commandes traitées sont d'un volume toujours plu élevé. Le Groupe a donc démontré une fois encore sa capacité à développer ses ventes et ses relations commerciales avec des acteurs importants du secteur.

En parallèle, de nouveaux produits ont été vendus et mis en production en 2012 (notamment SGC, My Social Line ou encore le système OCS de prépayé), ce qui prouve la capacité du Groupe à s'adapter perpétuellement aux demandes du marché et à ne pas être reconnu uniquement pour son système performant de messagerie vocale.

Les capacités commerciales et de développement des produits et des solutions sont donc en perpétuelle progression. Cependant, le secteur des télécommunications reste toujours fébrile et parfois réticent à l'innovation que peut lui proposer le Groupe. Ce dernier doit donc en permanence être force de proposition et ne pas relâcher ses efforts commerciaux. Même si les revenus récurrents de maintenance progressent avec le temps, suite aux volumes croissants des bases installées, le Groupe doit encore augmenter sa base client et le nombre des clients actifs.

En terme de produits, le développement des versions « clients » des différentes solutions proposées implique des logiques, cycles et spécificités techniques de développement que le Groupe s'efforce d'acquérir et de maîtriser toujours plus. Les effets d'expérience commencent à jouer et l'année 2013 devrait marquer une réorganisation de ses équipes de développement afin de proposer aux clients des solutions « clés en main » performantes et innovantes.

1.3 Evolution de l'activité du Groupe en 2012

Evolution du chiffre d'affaires

Les ventes de licences progressent de +13% suite à de nouveaux contrats significatifs déployés notamment dans les zones Amérique, Afrique et Moyen Orient. Ces différents nouveaux projets ont également généré de nombreuses prestations de services, ce qui explique la forte évolution de ces revenus (+58%).

Les revenus récurrents de maintenance augmentent de +14%. Ces revenus devraient continuer à croître en 2013, parallèlement au nombre toujours plus important de plateformes du Groupe en production dans le monde. Ils représentent 18% des revenus totaux fin 2012.

Enfin, les ventes tierces progressent de 1,2 M€ suite notamment à des licences tierces revendues dans le cadre d'un projet spécifique de migration de plateformes de messagerie vocale pour un client français (0,9 M€).

Le second semestre de l'exercice est également marqué par la croissance importante des revenus " Export ", qui représentent 74% des revenus 2012, contre 63% en 2011. Outre la progression importante des revenus de la filiale américaine du Groupe (+2,2 M€, soit +135%), la taille relative des marchés adressés explique cette tendance. En ne retenant que les 20 clients les plus significatifs en 2012, 9 sont nouveaux pour le Groupe, dont 8 dans des zones " Export ".

Les succès commerciaux enregistrés en 2012 attestent de la pertinence de la technologie proposée aux opérateurs télécoms et de la réussite de la stratégie de développement à l'international du Groupe. Cette exposition internationale et les différents canaux de vente retenus (directs, indirects et par intégrateurs) permettent au Groupe d'être performant malgré le contexte économique actuel encore difficile, en profitant pleinement de toutes les opportunités de croissance existantes.

Evolution des résultats

Le résultat opérationnel courant ressort positif à 2,3 M€, soit une marge annuelle de 15,5%, en nette amélioration sur le second semestre 2012 où elle s'établit à 24,7%. Le résultat opérationnel courant avant amortissements (équivalent à l'ebitda) et après prise en compte des reprises de CIR (+0,6 M€ en 2012 contre +0,3 M€ en 2011) s'établit à 4,4 M€ contre 3,8 M€ en 2011, soit une progression marquée de 0,6 M€ (+16%).

La dynamique d'investissements en recherche et développement du Groupe s'est maintenue en 2012, avec un montant brut activé de 2,6 M€, identique à celui constaté en 2011. L'impact net en résultat opérationnel, après prise en compte des amortissements (2 M€ en 2012 contre 0,9 M€ en 2011) et des crédits d'impôt recherche reprise en résultat, est de +1,3 M€ en 2012 contre +1,9 M€ au titre de 2011, soit une diminution de 0,6 M€ entre les deux périodes.

Après prise en compte de charges non récurrentes (honoraires et coûts salariaux spécifiques), d'un résultat financier impacté par des effets de change négatifs en 2012 et d'une charge d'impôts de 0,5 M€, le résultat net ressort positif à 1,3 M€. La diminution de la charge fiscale s'explique essentiellement par les amortissements des frais de recherche et développement plus importants en 2012 qu'en 2011, limitant de fait les résultats et la charge fiscale afférente. Pour rappel, la charge fiscale annuelle du Groupe est sans impact de trésorerie car le Groupe dispose, en France et aux Etats Unis, de reports fiscaux déficitaires non encore entièrement consommés.

La diminution du résultat net s'explique donc essentiellement par une progression importante des amortissements des frais de recherche et développement. Par ailleurs, l'évolution des ventes tierces (2 M€ en 2012 contre 0,8 M€ en 2011, soit 14% des revenus annuels contre 7% en 2011), revenus, par nature, moins margés que les autres revenus du Groupe, a également pesé sur les résultats.

A l'international, le Groupe a structuré sa filiale américaine pour lui permettre de générer et d'absorber un volume d'activité encore plus important que celui observé en 2012 (+2,2 M€ de revenus en 2012, soit +135% de progression), ce qui a généré en particulier des coûts de personnel plus importants qu'auparavant. En Chine, les conditions économiques moins avantageuses que les années précédentes, pèsent également sur les coûts internes du Groupe. L'ouverture de la filiale tunisienne début 2013 et son développement futur, devrait permettre d'optimiser, notamment, certains coûts de développement.

Les principales variations sont les suivantes :

- Le chiffre d'affaires progresse de 3,1 M€ sur la période ;
- Les charges opérationnelles courantes augmentent de 3,9 M€ sur la période et ressortent à 12,9 M€ :
 - o Augmentation des achats tiers (0,9 M€) suite notamment à l'acquisition pour le compte d'un client français d'un nombre important de licences tiers (0,8 M€)
 - o Augmentation des charges externes (0,8 M€) suite notamment aux investissements commerciaux et marketings aux USA (+0,7 M€), nécessaires pour soutenir la croissance constatées en 2012 ;
 - o Augmentation des charge de personnel (+1,1 M€) suite notamment à l'évolution défavorable du change sur la période, à l'augmentation des effectifs dans les filiales étrangères et au versement de commissions importantes en 2012 inhérentes à l'évolution des revenus ;
 - o Augmentation des amortissements des frais de Recherche & Développement (+1,1 M€, et +0,8 M€ si l'on tient compte des reprises de CIR en résultat) sur la période pour atteindre leur niveau normatif.
- Des charges non récurrentes (coûts salariaux spécifiques liés à certains départs, honoraires juridiques liés à ces procédures et honoraires spécifiques non récurrents) ont été constatées pour 0,4 M€ ;
- Le résultat financier ressort négatif à -0,1 M€ (contre un gain de 0,1 M€ en 2011) ;
- La charge fiscale ressort à 0,5 M€, contre une charge nette de 0,8 M€ en 2011 car les effets d'imposition différée sont moins négatifs pour le Groupe en 2012, suite aux impacts moindres de écritures liées aux frais de recherche et développement (activation et amortissements). En contrepartie, en 2012, les déficits fiscaux américains commencent à être consommés, générant de facto une charge fiscale alors que des produits (activation des impôts différés sur reports déficitaires) étaient jusqu'alors constatés.
- Le résultat net ressort donc positif à 1,3 M€ contre 1,8 M€ à la clôture précédente.

1.4 Evolution de l'activité de la Société en 2012

De part l'opération d'apport partiel d'actifs intervenue fin 2011 avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 2011 entre la Société et sa filiale StreamWIDE France SAS, les données financières de la seule Société ne sont pas comparables entre 2012 (activité de holding) et 2011 (incluant 6 mois d'activité opérationnelle apportée à StreamWIDE France SAS au 1^{er} juillet 2011). Les analyses du chiffre d'affaires et des résultats ci-dessous tiennent donc parfois compte de données cumulées entre la Société et la filiale StreamWIDE France SAS, bénéficiaire de l'apport.

Evolution du chiffre d'affaires cumulé

En données cumulées et après retraitement des flux intra sociétés, le chiffre d'affaires 2012 ressort à 10,7 M€ contre 10,1 M€ soit une progression de 0,6 M€.

La diminution des revenus "France" (3,8 M€ en 2012 contre 4,2 M€ en 2011) s'explique essentiellement par un marché plus mature qu'à l'export et une taille naturellement beaucoup plus réduite. Cependant, des projets de swap significatifs de plateformes de messagerie ont été réalisés en 2012 et devraient continuer en 2013. Par ailleurs, les projets et produits innovants développés par la Société et le Groupe pourraient rencontrer des succès commerciaux sur ce marché, en avance par rapport aux marchés émergents.

Les revenus "Export" (6,9 M€ en 2012 contre 5,9 M€ en 2011) progressent quant à eux de 1 M€. Cette progression est essentiellement due aux zones Europe (+0,4 M€ suite à une progression des bases installées notamment en Angleterre), Afrique (+1,6 M€ suite à des nouveaux clients) et Moyen Orient (+0,8 M€ suite à l'acquisition de nouveaux clients et de nouvelles solutions vendues) qui compense la diminution de revenus chinois (-1,6 M€ après une année 2011 riche en commandes).

La décroissance des revenus issus du partenariat avec l'équipementier chinois est donc plus que compensée par les succès commerciaux rencontrés par la Société et le Groupe dans les pays émergents. Cette tendance devrait se confirmer dans les prochains mois. La Société et le Groupe continuent donc avec succès à diversifier leurs sources et leurs zones de revenus.

Evolution des résultats cumulés

Les résultats nets de la Société, et de sa filiale française, au 31 décembre 2012 ressortent positifs à 0,7 M€ contre 1,4 M€ en 2011. Cette diminution du résultat net cumulé provient essentiellement d'un mix produit plus défavorable en 2012 (ventes tiers en forte progression et marge moins importante sur ce type de revenus) qu'en 2011, où les ventes de licences (revenus fortement margés par nature) étaient significatives.

Les principales variations sont les suivantes :

- Le résultat d'exploitation cumulé diminue de 0,6 M€ en 2012 suite notamment à l'acquisition significative de ventes tierces dans le cadre d'un projet spécifique avec un client français. Les rémunérations ont également progressé sur la période suite au versement plus important de commissions commerciales, en relation directe avec l'augmentation des revenus ;
- Le résultat financier diminue légèrement sur la période (- 0,1 M€) : les effets de change positifs au premier semestre 2012 ont été compensés par ceux négatifs du second. Le résultat financier est quasi nul sur la période alors qu'il était positif de 0,1 M€ en 2011 ;

- Le résultat exceptionnel ressort négatif à hauteur de 0,1 M€ suite notamment à des départs négociés de salariés au cours de l'exercice 2012. Il n'évolue pas par rapport à l'exercice précédent où il ressortait également négatif à hauteur de 0,1 M€ ;
- L'impact fiscal reste positif à hauteur de 0,6 M€ grâce au crédit d'impôt recherche (+0,7 M€) et à l'intégration fiscale existante entre les deux sociétés françaises depuis le 1^{er} janvier 2012. La Société bénéficie toujours de reports déficitaires importants (créés avant l'intégration fiscale) à hauteur de 1,45 M€ au 31 décembre 2012. La société StreamWIDE France est, quant à elle, redevable mais l'effet de l'intégration fiscale permet une économie de 254 K€ au titre de l'exercice 2012. Aucun report déficitaire n'a été généré depuis le début de l'intégration fiscale entre les deux sociétés.

2. Activité et situation du Groupe en 2012

2.1 Présentation des comptes consolidés

Le périmètre de consolidation du Groupe à fin 2012 est identique à celui de l'exercice précédent. Il se compose de la Société, de sa filiale française StreamWIDE France SAS et des 3 autres filiales étrangères suivantes :

- StreamWIDE Romania, société de droit roumain contrôlée à 100%
- StreamWIDE Inc, société de droit américain contrôlée à 100%
- Beijing StreamWIDE Technology, société de droit chinois contrôlée à 100%

Pour mémoire, un établissement stable a été ouvert en Tunisie au cours du premier semestre 2010. Cet établissement n'a pas de capital social. Les données financières, peu significatives, sont directement intégrées dans les comptes de la Société. Pour votre parfaite information, nous vous précisons qu'une filiale a été créée début 2013 en Tunisie pour développer la présence du Groupe sur le continent africain.

L'activité du Groupe en 2012 se caractérise par un chiffre d'affaires (CA) en progression de 27%, un résultat opérationnel courant en diminution de 0,6 M€ et un résultat net en diminution de 0,5 M€ après prise en compte des impacts financiers et fiscaux.

- *le CA est de 14,6 M€, en progression de 27% (+3,1 M€) par rapport à 2011 ;*
- *le résultat opérationnel courant est positif à 2,3 M€ (contre 2,8 M€ au 31 décembre 2011, soit une diminution de 0,5 M€) et le résultat net ressort à 1,3 M€ (contre 1,8 M€ au 31 décembre 2011).*

Les principales données consolidées au titre de l'exercice 2012 sont les suivantes :

en K€	2012	%CA	2011	%CA	Variation
Chiffre d'Affaires Licences	8 213	56%	7 274	63%	939
Chiffre d'Affaires Maintenance	2 689	18%	2 351	21%	338
Chiffre d'Affaires Services	1 646	11%	1 039	9%	607
Chiffre d'Affaires Ventas tierces	2 014	14%	796	7%	1 218
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	14 562		11 460		3 102
Achats et variation de stocks	-1 643	19%	-747	9%	-896
Charges externes	-3 546	41%	-2 795	35%	-751
Charges de personnel	-5 255	60%	-4 130	52%	-1 125
Autres charges et produits	-1 866	21%	-1 031	13%	-835
ROC avant amortissements	4 469		3 844		625
RESULTAT OPE. COURANT	2 252		2 757		-505
Autres charges opérationnelles	-355		-218		-137
Charges / Produits financiers	-73		114		-187
Charges d'impôts	-487		-819		332
RESULTAT NET	1 337		1 834		-497

Le résultat opérationnel courant ressort positif à 2,3 M€ au titre de l'exercice 2012. Il s'établissait à 2,8 M€ au 31 décembre 2011. Retraité de l'impact des amortissements sur la période (notamment +1 M€ au titre des amortissements pratiqués sur les frais de recherche et développement) et après prise en compte des reprises de CIR en résultat, il est de 4,5 M€ contre 3,8 M€. Cela démontre la capacité du Groupe à rester rentable dans un contexte de forte croissance des revenus et avec des plans de développements produits et solutions constants dans le temps.

L'analyse du chiffre d'affaires et de son évolution, ainsi que celle des résultats, ont été présentées ci-dessus dans les événements significatifs de la période, aussi bien au niveau du Groupe (confère note 1.1) que de la Société (confère note 1.2).

Les autres éléments significatifs que l'on peut noter, concernant les résultats annuels 2012 sont les suivants :

- *Les autres charges et produits d'exploitation* regroupent les amortissements ainsi que d'autres produits correspondant aux reprises des crédits d'impôt recherche, effectués en parallèle des amortissements pratiqués sur les différents logiciels développés (confère règles et méthodes comptables). Les amortissements progressant fortement en 2012 (+1 M€), les reprises de crédit d'impôt recherche augmentent également (0,6 M€ en 2012 contre 0,3 M€ en 2011). L'impact net de ces écritures (hors imposition différée) est le suivant :
 - o Exercice 2011 : activation de 2,5 M€, amortissements à hauteur de 0,9 M€ et reprise de CIR pour 0,3 M€ : impact net de 1,9 M€
 - o Exercice 2012 : activation de 2,6 M€, amortissements à hauteur de 1,9 M€ et reprise de CIR pour 0,6 M€ : impact net de 1,3 M€, en diminution marquée de 0,6 M€.

- *l'impact des produits / charges financiers* ressort négatif à hauteur de 0,1 M€, alors qu'il était positif en 2011. Si les variations de change au premier semestre 2012 étaient positives pour le Groupe, la tendance s'est inversée au cours du second semestre, générant un impact négatif sur la période.
- *la charge nette d'impôts* est de 0,5 M€ contre 0,8 M€ en 2011. Cette charge, sans effet de trésorerie, provient à la fois d'une diminution des soldes de reports déficitaires au niveau de la société américaine, suite à la progression des résultats fiscaux et des impacts des écritures de consolidation (activation des frais de développement générant des impôts différés passifs moins importants en 2012 qu'en 2011). Les principaux impacts et évolutions entre 2012 et 2011 sont les suivants :

en M€	2012	2011	Variations
Impôts différés passifs sur activation R&D	-0,2	-0,5	0,3
Impôts différés actifs sur reports déficitaires	-0,1	-0,2	0,1
Impôts courants	-0,2	-0,1	-0,1
Total charge d'impôts	-0,5	-0,8	0,3

- L'impact des impôts différés passifs diminue (0,3 M€) puisque les montants bruts de Recherche & Développement activés restent stables alors que les amortissements augmentent (la base d'imposition différée diminue donc en valeur nette) ;
- Antérieurement, les reports déficitaires de la filiale américaine ont été reconnus en consolidation, générant un impact positif cumulé de 0,5 M€. En 2012, les reports déficitaires de la filiale sont consommés partiellement suite aux résultats opérationnels et fiscaux positifs de 2012 ;

Au total, le résultat opérationnel courant enregistre donc une diminution de 0,5 M€ pour s'établir à 2,3 M€. Après prise en compte de charges opérationnelles non récurrentes de 0,4 M€, du résultat financier négatif de 0,1 M€ et d'une charge fiscale de 0,5 M€, le résultat net, au 31 décembre 2012, est de 1,3 M€, en diminution de 0,5 M€ par rapport au résultat net de l'exercice 2011.

La situation financière au 31 décembre 2012 est la suivante :

En K€	31-déc-12	31-déc-11	31-déc-12	31-déc-11	
Immobilisations incorporelles	6 648	5 955	267	267	Capital
Immobilisations corporelles	422	403	10 147	8 837	Primes et Réserves
Autres actifs financiers	278	243	-42	-53	Titres auto détenus
Actifs d'impôt différé	478	612	1 337	1 834	Résultat net part du Groupe
ACTIFS NON COURANTS	7 826	7 213	11 709	10 885	CAPITAUX PROPRES
Stocks	0	0	603	0	Passifs financiers
Créances clients	8 754	6 375	76	44	Provisions à long terme
Autres débiteurs	1 523	867	1 190	1 200	Produits fiscaux différés
			1 706	1 481	Passifs d'impôts différés
			3 575	2 725	PASSIFS NON COURANTS
Actifs fiscaux	1 462	766	172	1	Passifs financiers
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 474	2 822	15	55	Provisions à court terme
			2 110	1 257	Fournisseurs et autres créditeurs
			1 995	1 430	Dettes fiscales et sociales
			595	600	Produits fiscaux différés
			1 868	1 090	Produits constatés d'avance
ACTIFS COURANTS	14 213	10 830	6 755	4 433	PASSIFS COURANTS
TOTAL ACTIFS	22 039	18 043	22 039	18 043	TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS

Le total de la situation financière au 31 décembre 2012 est de 22 M€. La progression de 4 M€ par rapport à l'exercice précédent provient essentiellement des éléments suivants :

A l'actif,

- *Activation des frais de développement* à hauteur de 2,6 M€ en valeur brute, soit une augmentation de 0,7 M€ en valeur nette. Pour mémoire, en 2011, les montants bruts et nets étaient respectivement de 2,5 M€ et 1,7 M€. Le montant immobilisé au titre des frais de développement augmente donc de 0,7 M€ sur la période et ressort à 6,5 M€ en valeur nette cumulée au 31 décembre 2012 ;
- *Augmentation du poste client* de 2,4 M€ suite au développement du chiffre d'affaires sur la période et à sa reconnaissance tardive au quatrième trimestre 2012, avec notamment des factures à établir pour 4,1 M€ contre 2,7 M€ en 2011 (confère impact sur la trésorerie) ;
- *Augmentation des autres débiteurs*, essentiellement due aux comptes de TVA générée sur les facturations intragroupe entre les sociétés françaises. Les soldes de TVA restent dus par chaque entité. Le corolaire est une augmentation identique des dettes fiscales ;
- *Augmentation des autres actifs fiscaux* correspondant au crédit d'impôt recherche comptabilisé au titre de 2012 (0,6 M€) mais également au titre de 2011 (0,7 M€) car les remboursements n'ont été effectifs qu'en janvier 2013.

Lors des exercices antérieurs les remboursements avaient été effectués sur la période. La encore l'impact sur la trésorerie du Groupe est négatif.

- *Diminution de la trésorerie* (-0,3 M€ par rapport au 31 décembre 2011) qui s'élève à 2,5 M€ au 31 décembre 2012, hors dettes financières (confère ci-dessous note sur les flux de trésorerie 2012).

Au passif,

- *Renforcement des capitaux propres* de 0,8 M€ après prise en compte du résultat 2012 (1,3 M€) et de la distribution de dividendes au titre de 2011 (-0,5 M€) ;
- *Augmentation des passifs financiers courants et non courants* qui enregistrent le capital et les intérêts restant dus sur l'emprunt de 0,9 M€ contracté auprès d'HSBC fin février 2012 ;
- *Stabilité des produits fiscaux différés courants et non courants* : ces postes correspondent aux montants déclarés au titre du CIR, dont l'impact résultat est différé en IFRS. Ils impacteront positivement le résultat du Groupe lorsque les actifs sous jacents (projets développés et immobilisés) seront amortis. Au titre de 2012, le CIR est de 0,6 M€ et la reprise constatée en résultat de 0,6 M€ également, ce qui explique la stabilité des soldes constatés au passif ;
- *Augmentation de 0,2 M€ des passifs d'impôts différés* suite à l'immobilisation des frais de développement au niveau de la Société, déduits fiscalement dès qu'ils sont encourus. A noter que la position fiscale différée de la filiale américaine ne peut pas se "netter" avec celle de la Société (entité fiscale différente). Les reports fiscaux déficitaires de cette filiale au 31 décembre 2012 restent activés à hauteur de 0,4 M€, expliquant la variation constatée au niveau des actifs d'impôts différés, à l'actif du Groupe ;
- *Augmentation globale de 2,2 M€ des autres dettes courantes*, suite notamment à l'augmentation des produits constatés d'avance de 0,8 M€ au 31 décembre 2012 par rapport à la clôture 2011 (deux commandes déjà facturées mais non encore livrées expliquent en grand partie l'évolution de ce poste), à l'augmentation des dettes fiscales (confère facturations intragroupes au niveau des entités françaises), ainsi qu'à celle des poste fournisseurs suite à une commande importante de licences tiers dont le paiement a été négocié favorablement dans le temps. Le reste à payer (0,5 M€) relatif à cette commande est significatif au vu du solde fournisseurs du Groupe au 31 décembre 2012.

Les flux de trésorerie de la période peuvent être présentés comme suit :

	2012	2011	Variations
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	2 345	2 124	221
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	-2 950	-2 289	-661
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	257	-415	672
Variation de trésorerie	-348	-580	232

Les flux de trésorerie opérationnels positifs s'expliquent essentiellement par le niveau du résultat annuel et la variation maîtrisée du BFR sur la période, dans un contexte de forte croissance des revenus.

Les flux d'investissement se composent des seuls frais de développement immobilisés, car les remboursements de CIR n'ont été constatés que début 2013. Enfin, les flux de financement correspondent au versement de dividendes, à l'emprunt bancaire contracté sur la période (900 K€) et aux opérations effectuées sur les actions auto-détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

Evolution de la trésorerie par rapport au 31 décembre 2011 : la diminution de trésorerie constatée sur l'exercice 2012 s'explique essentiellement par :

- Une augmentation de 0,2 M€ des flux opérationnels, qui provient essentiellement de la variation du BFR, dont l'impact est négatif de 1,7 M€ au 31 décembre 2012 contre 1,2 M€ en 2011. Cette variation négative s'explique essentiellement par une progression importante des revenus en 2012, dont une partie significative a été reconnue au quatrième trimestre 2012, empêchant de facto leur encaissement à la clôture de l'exercice) ;
- Une diminution de 0,7 M€ des flux d'investissement (cash out), suite aux acquisitions d'immobilisations incorporelles (activation des frais de recherche et développement) stables sur la période mais au remboursement de CIR intervenu seulement en janvier 2013. Ce remboursement tardif explique la variation négative de 0,7 M€ constatée au niveau des flux d'investissements, plus importants en 2012 qu'en 2011 ;
- Une progression de 0,7 M€ des flux de financement (cash out) s'expliquant par le versement de dividendes de 0,5 M€ en 2012 (montant identique à 2011) et par l'impact "net" de l'emprunt de 0,9 M€ contracté en février 2012.

2.2 Evolutions prévisible et perspective d'avenir du Groupe

Chiffre d'affaires et commandes

Si le Groupe est prudent pour l'ensemble de l'année 2013, il reste cependant confiant à date dans sa capacité à maintenir la dynamique commerciale initiée depuis plusieurs mois. La visibilité à court terme du carnet de commandes est satisfaisante et devrait permettre au Groupe de réaliser un premier semestre 2013 performant.

Le développement des ressources et des méthodes commerciales du Groupe (développement du bureau tunisien, nouveaux consultants en Afrique du Sud et Asie, nouvel outil de "crm") continuera en 2013 afin de renforcer encore sa présence à l'international. Certaines zones géographiques (Amériques Nord et Sud, Moyen Orient, Russie, Asie du Sud Est...) représentent encore un potentiel de croissance très important.

Efforts en Recherche et Développement

Les exercices antérieurs ont été marqués par le développement de l'édition logicielle axée autour de la technologie brevetée de StreamWIDE Engine®. La technologie StreamWIDE Engine® de la Société est l'une des seules solutions éprouvées qui s'interconnecte directement en voix sur IP aux cœurs de réseaux IP des opérateurs. La technologie StreamWIDE prouve chaque jour sa robustesse sur des plate-formes servant des nombres d'abonnés en forte croissance. La robustesse de l'Engine® a permis à StreamWIDE d'acquérir son image de fiabilité et de qualité, que bon nombre de concurrents lui envie. Sa flexibilité et la capacité d'interagir avec des environnements Web en font une plate-forme parfaitement adaptée aux nouveaux besoins applicatifs des opérateurs télécoms, en particulier dans la perspective de l'évolution de leur réseau vers l'IP/IMS.

Les efforts en Recherche et Développement pour permettre au Groupe de conserver une certaine avance technologique ont été et seront poursuivis au cours de l'exercice 2013. StreamWIDE a considérablement étoffé son catalogue produit. Les produits sont à présent divisés en 6 lignes de produits : Messaging, Charging, Multimedia, Marketing, Joignabilité et Interconnexion. A cela s'ajoute un "Service Creation Environment" (Environnement de Création de Services).

Comme annoncé, la participation à l'édition 2013 du salon MWC (Mobile World Congress) à Barcelone a permis au Groupe de valider une fois encore sa stratégie d'innovation. Le succès rencontré par les nouveaux produits et la nouvelle technologie **SmartMS™ (nouveau standard de messagerie mobile proposant aux opérateurs des services innovants et performants leur permettant de lutter contre les acteurs venus du web)** lui permet d'envisager de nouveaux relais de croissance à moyen terme, en complément du développement continu des solutions déjà déployées.

Les efforts en Recherche & Développement seront poursuivis et ciblés pour renforcer encore davantage la position actuelle du Groupe (innovation, réactivité et efficacité). Le développement des ressources internationales (Amérique, Tunisie et Europe) continuera également en 2013 afin de conforter sa présence à l'international. Cette stratégie de diversification géographique et commerciale, via une pluralité des canaux de vente retenus (directs, indirects et par intégrateurs) permet au Groupe d'être performant malgré le contexte économique actuel toujours très difficile, en profitant pleinement de toutes les opportunités de croissance existantes, aussi bien commerciales que technologiques.

Environnement économique et développement des ventes

Le management estime que la situation économique qui crée une forte pression financière sur ses clients opérateurs peut constituer une opportunité pour le Groupe. Les opérateurs sont plus enclins, dans ce contexte, à trouver des solutions moins chères et plus innovantes telles que celles proposées par StreamWIDE.

Par ailleurs, les succès commerciaux de l'année en cours laissent imaginer qu'un phénomène vertueux peut se mettre en place : bases installées toujours plus importantes, effets d'expérience positifs et réputation mondiale en amélioration constante. Cet effet d'entraînement pourrait s'accélérer suite aux difficultés financières importantes rencontrées par les principaux concurrents du Groupe.

3. Activité et situation de la Société en 2012

3.1 Présentation des comptes statutaires au 31 décembre 2012

L'apport partiel d'actifs réalisé fin 2011, avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 2011, ne permet pas de comparer directement les comptes statutaires 2012 et 2011 de la Société. Certains commentaires effectués le sont en tenant compte des données financières de la société StreamWIDE France SAS, société bénéficiaire de l'apport, comme si des données "compilées" étaient établies. En revanche, les comptes présentés sont bien ceux de la seule Société (StreamWIDE SA).

(En K€)	31-déc.-12	31-déc.-11	31-déc.-12	31-déc.-11	
Immobilisations incorporelles	5	3	267	267	Capital social
Immobilisations corporelles	99	90	5 312	5 312	Réserves
Immobilisations financières	5 105	4 737	2 601	3 236	Report à nouveau
				2	Provisions réglementées
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	5 209	4 830	8 180	8 817	TOTAL CAPITAUX PROPRES
Stocks			54	41	Provisions
Créances clients	6 889	4 808	813	35	Emprunts et dettes fi.
Autres créances	1 664	971	1 078	1 106	Dettes fournisseurs
			823	573	Dettes fiscales et sociales
Valeurs mobilières de placement	42	53	4 025	2 316	Autres dettes
Trésorerie	1 745	2 551	525	212	Produits constatés d'avance
			51	113	Ecart de conversion passif
TOTAL ACTIF CIRCULANT	10 340	8 383	7 369	4 396	TOTAL DETTES
TOTAL ACTIF	15 549	13 213	15 549	13 213	TOTAL PASSIF

Le total bilan au 31 décembre 2012 est de 15,5 M€ en progression de 2,3 M€ par rapport à l'exercice antérieur. Les principales variations sont les suivantes :

A l'actif,

- *Augmentation de 0,4 M€ des immobilisations financières* : le principal impact provient des comptes courants "groupe". Celui envers la filiale américaine diminue alors que les flux entre la Société et la filiale française augmentent sur la période. En 2011, ces flux n'avaient été réalisés que sur 6 mois alors qu'en 2012 ils couvrent un exercice complet de 12 mois. Concernant les titres de participation, aucune évolution n'a eu lieu en 2012 par rapport aux valeurs retenues en 2011.
- *Augmentation de 2,1 M€ des créances clients* : suite à l'apport partiel d'actif et d'activité d'édition de logiciels en France et en Europe, la Société ne conserve que les contrats commerciaux à portée mondiale (deux essentiellement avec des équipementiers et distributeurs étrangers, dont l'équipementier chinois). La progression du poste *client* doit être analysée au regard des flux intragroupe avec la filiale française de la Société, qui augmentent sur la période. Après retraitement de ces flux, le solde client fin 2012 ressort à 1,4 M€ contre 2,4 M€ en 2011, ce qui est cohérent avec la diminution des revenus constatés au niveau "export" et provenant du partenaire chinois.
- *Augmentation de 0,7 M€ des autres créances*, qui s'explique essentiellement par le remboursement du crédit d'impôt recherche 2011, intervenu uniquement en janvier 2013. A la clôture 2012, deux années de CIR sont en attente de remboursement, contre une seule les années précédentes.

- *Diminution de 0,9 M€ de la trésorerie*, mais progression de 0,2 M€ au niveau de la filiale française. Cette diminution s'explique là encore par le remboursement du CIR intervenu seulement début 2013. Par ailleurs, comme les années précédentes, il est également à noter que des revenus importants (au niveau des deux sociétés françaises) sont comptabilisés au quatrième trimestre 2012, et de facto, ne peuvent pas être encaissés en clôture. Les encaissements constatés au premier trimestre 2013 confirment qu'il n'y a pas de risques significatifs de pertes de valeurs sur ces créances d'exploitation.

Au passif,

- *Diminution des capitaux propres de 0,6 M€* suite à la distribution de dividendes intervenue en juillet 2012 (-0,5 M€) et au résultat net de la période (-0,1 M€) de la Société.
- *Augmentation des dettes financières de 0,8 M€*, suite à l'emprunt de 0,9 M€ contracté en février 2012 auprès de la banque HSBC. Au 31 décembre 2012, le capital et les intérêts restant dus s'élèvent à 0,8 M€.
- *Augmentation des dettes d'exploitation de 2,1 M€* : les flux intragroupes génèrent pour la Société des comptes de TVA collectée importants et en forte augmentation par rapport à 2011 (+0,4 M€) puisque l'exercice 2012 est la première année complète postérieurement à l'apport partiel d'actifs. En contrepartie de ces dettes, des créances similaires sont constatées au niveau de la filiale française de la Société au niveau de la TVA collectée. Chaque entité restant redevable de sa propre TVA, les soldes en clôture sont en progression par rapport à 2011. Par ailleurs, le compte courant de la Société envers sa filiale française augmente de 1,6 M€ par rapport à 2011.

Le résultat net au 31 décembre 2012 ressort déficitaire à 0,1 M€, en diminution de 1,3 M€ par rapport au résultat 2011 (qui incluait 6 mois d'activité opérationnelle).

Le compte de résultat simplifié est le suivant :

(En K€)	2012	2011
Ventes de services	4 249	7 604
Ventes de marchandises	60	574
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	4 309	8 178
Autres produits	2 188	788
Achats de marchandises	42	401
Variation de stocks		
Charges externes	5 530	5 190
Impôts et taxes	69	140
Charges de personnel	1 352	2 467
Dotations aux amortissements	46	53
Dotations aux provisions	16	10
Autres charges	32	21
RESULTAT D'EXPLOITATION	-590	684
Produits financiers	111	119
Charges financières	208	47
RESULTAT FINANCIER	-97	72
Produits exceptionnels	1	104
Charges exceptionnelles	109	166
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-108	-62
Impôts sur les bénéfices	-693	-535
RESULTAT NET	-102	1 229

Les principaux commentaires qui peuvent être faits au titre de l'exercice 2012 sont les suivants :

- *Evolution du chiffre d'affaires* : en intégrant le chiffre d'affaires réalisé par la société StreamWIDE France SAS, bénéficiaire de l'apport en 2011, le chiffre d'affaire global en 2012 ressort à 10,7 M€ (après retraitement des flux internes entre la Société et la société StreamWIDE France SAS), soit une progression de 0,6 M€ entre 2012 et 2011 (confère analyse des revenus dans la note 1.4). La diminution affichée dans les comptes de la Société en 2012 n'est donc que la conséquence de l'apport partiel d'actifs effectué en juillet 2011 au profit de la filiale française. On note également en 2012 des refacturations envers StreamWIDE France SAS à hauteur de 1,3 M€ contre 0,5 M€ en 2011 (activité de holding uniquement à partir du second semestre 2011) correspondant essentiellement aux management fees ;
- *Augmentation des autres produits de 1,4 M€* : ces autres produits correspondent aux royalties facturées par la Société aux autres filiales du Groupe où des ventes de licences logiciels sont constatées. Suite à la création de la société StreamWIDE France SAS et au transfert d'activité France et Europe, un montant de 1,3 M€ de royalties a été facturé au titre de 2012 par la Société, contre seulement 0,4 M€ en 2011 puisque la période couverte n'était que de 6 mois. Par ailleurs, les royalties envers la filiale américaine augmentent elles aussi de 0,5 M€ suite à l'augmentation des revenus de licences enregistrés par la filiale américaine de la Société ;
- *Diminution des achats de marchandises et variation de stocks (-0,4 M€)*, suite à l'apport partiel d'actifs et à une activité commerciale de la Société générant moins d'acquisitions de matériel informatique notamment ;

- *Augmentation des charges externes de 0,3 M€*, qui s'explique principalement par les coûts de sous-traitance des filiales étrangères (+ 0,7 M€ suite notamment aux embauches réalisées en Roumanie et en Chine, et à l'activité sur 12 mois de la filiale française, contre seulement 6 mois en 2011) compensée par une diminution des honoraires (-0,1 M€), des commissions et honoraires sur ventes (-0,1 M€) et des frais de déplacements (-0,1 M€) suite notamment au transfert de personnel intervenu dans le cadre d'apport partiel d'actifs de juillet 2011 ;
- *Diminution des charges de personnel de 1,1 M€*, suite notamment au transfert d'activité intervenu au second semestre 2011. Au 31 décembre 2012, le nombre de salariés présents au sein de la Société est de 12, contre 27 en moyenne au cours de l'exercice 2011 ;
- *Diminution de 0,2 M€ du résultat financier*, suite à des évolutions défavorables du change €/USD sur la période et stabilité du résultat exceptionnel (-0,1 M€) ;
- *Impact fiscal positif et stable*. L'impact reste positif en 2012 (0,7 M€) dans la mesure où la Société continue de bénéficier notamment d'un crédit d'impôt recherche de 0,5 M€ contre 0,7 M€ au 31 décembre 2011 (diminution résultante d'un nombre moindre de chercheurs en 2012 par rapport à 2011 puisqu'une partie des équipes a été transférée à la filiale française). La filiale roumaine de la Société a vu son agrément fiscal reconduit jusqu'à fin 2013. Par ailleurs, l'effet de l'intégration fiscale qui a débuté au 1^{er} janvier 2012 est une économie de 0,2 M€ comptabilisée au sein de la Société, société tête du groupe fiscal. Aucun déficit n'a été généré depuis le début de l'intégration fiscale dans la mesure où la société filiale française est bénéficiaire fiscalement. Enfin, la Société bénéficie d'un report déficitaire de 1,45 M€, généré avant l'intégration fiscale.

Le résultat d'exploitation ressort déficitaire à 0,6 M€ contre un bénéfice d'exploitation de 0,7 M€ au 31 décembre 2011. Après prise en compte d'un résultat financier négatif (-0,1 M€), d'un résultat exceptionnel négatif (-0,1 M€) et d'un impact fiscal positif (0,7 M€), le résultat net de la période est une perte de 0,1 M€ contre un bénéfice de 1,2 M€ pour l'exercice 2011, où seulement 6 mois étaient impactés par l'apport partiel d'actifs réalisé au profit de la filiale française de la Société.

3.2 Evolutions prévisibles et perspectives d'avenir de la Société

La Société étant la société mère et la holding du Groupe, les mêmes commentaires que ceux établis pour le Groupe (confère note 2.2) peuvent être repris concernant les évolutions prévisibles et les perspectives de la Société.

4. Informations juridiques

4.1 Filiales et participations

Le périmètre du Groupe n'a pas subi de modifications au cours de l'exercice 2012 et se compose toujours des 4 filiales opérationnelles suivantes au 31 décembre 2012 :

- StreamWIDE Romania, société de droit roumain contrôlée à 100%
- StreamWIDE Inc, société de droit américain contrôlée à 100%
- Beijing StreamWIDE Technology, société de droit chinois contrôlée à 100%
- StreamWIDE France, société de droit français contrôlée à 100%

Filiale	Pays	% de détention	Valeur brute des titres	
			31-déc.-12	31-déc.-11
StreamWIDE Romania	Roumanie	100%	40 000	40 000
StreamWIDE Beijing	Chine	100%	213 275	213 275
StreamWIDE Inc.	Etats Unis	100%	1	1
StreamWIDE France SAS	France	100%	3 050 518	3 050 518
Total (en €)			3 303 794	3 303 794

Par ailleurs, le Groupe dispose toujours d'un établissement stable en Tunisie depuis le début de l'exercice 2010. Cet établissement stable n'a pas de capital social et a été créé dans le cadre d'un contrat significatif avec un client étatique tunisien. Comme lors des exercices précédents, les données financières relatives à cet établissement sont intégrées directement dans les comptes statutaires de la Société (confère note 3.19 de l'annexe aux comptes sociaux).

Une filiale, détenue à 100% par la Société, a été créée le 3 janvier 2013 en Tunisie, en complément de cet établissement, afin de renforcer encore la présence du Groupe sur le continent africain et de profiter des opportunités économique set techniques de la zone.

4.1.1 Activités des filiales au cours de l'exercice écoulé

Conformément aux dispositions de l'article L.233-6 du Code de commerce, nous vous informons ci-après de l'activité de nos filiales au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

(En euros)	StreamWIDE	StreamWIDE	StreamWIDE	StreamWIDE
	France	Romania	Beijing	Inc.
Capital	3 050 518	40 000	213 275	1
Capitaux propres	3 982 235	113 057	178 247	-665 142
Résultat Net	780 761	-66 611	29 402	97 347
CA et autres produits	8 163 968	1 185 351	1 784 796	4 355 928
Avances consenties à la filiale		52 601	41 893	1 647 792
Dépréciation sur avances		-	-	-
Avances reçues de la filiale	4 030 847	-	-	-
Cautions et aval fournis		-	-	-
Dividendes versés		-	-	-

- **StreamWIDE France SAS**

La Société détient 100% du capital de la société STREAMWIDE France SAS, société de droit français créée le 29 juin 2011 au capital de 3.050.518 € dont le siège social est situé 84 rue d'Hauteville 75010 Paris, identifiée au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 533 297 768. Cette société est consolidée par intégration globale au 31 décembre 2012.

La société STREAMWIDE France SAS a pour activité la conception et la fourniture de plateformes de services à valeur ajoutée, voix et vidéo à destination des opérateurs de télécommunications.

Au titre de l'exercice 2012, le chiffre d'affaires réalisé s'élève à 8.163.968 € et le résultat net est un bénéfice de 780.761 €.

- **StreamWIDE Romania**

La Société détient 100 % du capital de la société STREAMWIDE ROMANIA, SRL de droit roumain, créée en février 2006, au capital de 40.000 €, dont le siège social est situé Bucaresti, Strada Dr. Constantin Istrati nr. 20, Sector 4, immatriculée en Roumanie sous le n° J40/1376/2006. Cette société est consolidée par intégration globale au 31 décembre 2012.

La société STREAMWIDE ROMANIA a pour activité la conception et la fourniture de plateformes de services à valeur ajoutée, voix et vidéo à destination des opérateurs de télécommunications. Elle refacture l'ensemble de ses coûts à la Société dans le cadre d'un contrat de prestations de services.

Au titre de l'exercice 2012, le chiffre d'affaires réalisé s'élève à 1.185.351€ et le résultat net est une perte de 66.611 €.

- **StreamWIDE Beijing Technology Company Limited**

La Société détient 100% du capital de la société, STREAMWIDE Beijing Technology Company Limited, société de droit chinois (RPC) créée en septembre 2007, au capital de 300.000 USD dont le siège social est situé 1008, Cultural Plaza, 10F.59 Zhong Guan Cun Street Hai Dian District Beijing 100872. Cette société est consolidée par intégration globale au 31 décembre 2012.

La société STREAMWIDE Beijing Technology Company Limited a pour activité la conception et la fourniture de plateformes de services à valeur ajoutée, voix et vidéo à destination des opérateurs de télécommunications.

Au titre de l'exercice 2012, le chiffre d'affaires réalisé s'élève à 1.784.796€ et le résultat net est un bénéfice de 29.402 €.

- **StreamWIDE Inc**

La Société détient 100% du capital de la société STREAMWIDE Inc, société de droit américain créée en juillet 2007, au capital de 1 USD, dont le siège social est situé 9 Polito Avenue, Lyndhurst, NJ 07071, USA. Cette société est consolidée par intégration globale au 31 décembre 2012.

La société STREAMWIDE Inc. a pour activité la conception et la fourniture de plateformes de services à valeur ajoutée, voix et vidéo à destination des opérateurs de télécommunications.

Au titre de l'exercice 2012, le chiffre d'affaires réalisé s'élève à 4.355.928 € et le résultat net est un bénéfice de 97.347 €.

4.1.2 Etat et évolution des participations

Néant.

4.1.3 Création de filiales ou prises de participation au cours de l'exercice écoulé

La Société n'a créé aucune nouvelle filiale en 2012.

Toutefois, comme indiqué ci-dessus, la Société a créée une nouvelle filiale en Tunisie (StreamWIDE Tunisie SARL) en date du 3 janvier 2013. Cette société est détenue à 100% par la Société et entrera dans le périmètre de consolidation au titre des comptes clos le 31 décembre 2013.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article L.232-6 du Code de commerce, nous vous rappelons que votre Société n'a pris aucune participation au cours de l'exercice écoulé.

4.2 Activité en matière de Recherche et Développement au sein de la Société et du Groupe

4.2.1 Au sein de la Société

Conformément à l'article L.232-1 du Code de commerce, la Société a engagé, au cours de l'exercice 2012, des frais directs (salaires, amortissements, honoraires juridiques et sous-traitance Recherche & Développement aux filiales) en matière de recherche et développement à concurrence de 2.712.103 euros.

La Société ne retient pas la méthode préférentielle d'activation de ces frais de Recherche & Développement dans ses comptes statutaires. En revanche, les critères d'activation de ces dépenses étant tous satisfaits, il est activé, au titre de l'exercice 2012, dans les comptes consolidés du Groupe, un montant brut de 2.621.080 €. Pour rappel, le montant activé au titre de l'exercice 2011 était de 2.593.434 €.

Il est rappelé que la Société devrait bénéficier d'un crédit d'impôt recherche au titre de l'exercice 2012. Au 31 décembre 2012, une provision a été enregistrée à hauteur de 432.786 € (contre 575.706 € en 2011). La filiale française de la Société, bénéficie également d'un crédit d'impôt recherche à hauteur de 191.227 € pour 2012 contre 130.521 € en 2011.

La créance au titre de l'exercice 2011 (montant global de 706.227 €) n'a pas été remboursé sur l'exercice 2012 mais uniquement en janvier 2013, ce qui a impacté défavorablement la trésorerie de la Société et du Groupe au 31 décembre 2012.

4.2.2 Au sein du Groupe

Il existe au sein du Groupe des conventions et accords de sous-traitance relatifs à la Recherche et Développement effectuée par les différentes filiales au profit du Groupe. Les dépenses de Recherche et Développement engagées par les filiales au profit du Groupe sont les suivantes au titre de l'exercice 2012 :

- StreamWIDE Inc : 532.300 €
- StreamWIDE Romania : 1.154.198 €
- StreamWIDE Beijing : 1.087.147 €
- StreamWIDE France : 475.724 €

Ces différents montants, dans le cadre de conventions, sont refacturés à la Société. A noter également que la filiale roumaine bénéficie d'un agrément pour les exercices 2011, 2012 et 2013, et que les dépenses qu'elle engage au titre de la Recherche & Développement sont prises en compte dans la détermination du crédit d'impôt recherche de la Société.

4.3 Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du code des Impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal en regard de l'article 39-4 du même code.

4.4 Administration et contrôle de la Société

4.4.1 Mandats et fonctions des mandataires sociaux exercés au cours de l'exercice 2012

Nom et prénom ou dénomination sociale du membre	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat	Fonction principale exercée dans la Société	Fonction principale exercée en dehors de la société	Autres mandats exercés dans toute société
Pascal BEGLIN	23-08-2007	AGOA statuant sur les comptes 31-12-2012	Président Directeur Général	- Président et administrateur de StreamWIDE Romania, - Président de StreamWIDE Beijing, - Président et administrateur de StreamWIDE Inc.	-
Lilian GAICHIES	23-08-2007	AGOA statuant sur les comptes 31-12-2012	Directeur Général Délégué Administrateur	- Administrateur de StreamWIDE Beijing, - Directeur Général et administrateur de StreamWIDE Inc.	-
Zakaria NADHIR	23-08-2007	AGOA statuant sur les comptes 31-12-2012	Administrateur		-

4.4.2 Termes des mandats des administrateurs et des commissaires aux comptes

Nous vous rappelons que :

- les mandats de Messieurs Pascal BEGLIN, Lilian GAICHIES et Zakaria NADHIR, en qualité d'administrateurs de la Société, arriveront à leur terme à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012, et
- les mandats des sociétés ERNST AND YOUNG ET AUTRES, commissaire aux comptes titulaire, et AUDITEX, commissaire aux comptes suppléant, arriveront à leur terme à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Par conséquent, nous vous proposons de renouveler :

- les mandats de Messieurs Pascal BEGLIN, Lilian GAICHIES et Zakaria NADHIR pour une nouvelle durée de six (6) années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018 ;
- les mandats des sociétés ENST & YOUNG & AUTRES, commissaire aux comptes titulaires, et AUDITEX, commissaire aux comptes suppléant, pour une nouvelle durée de six (6) années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

4.4.3 Modalités d'exercice de la direction générale

Le conseil d'administration en date du 23 août 2007 a décidé (i) de ne pas dissocier les fonctions de Président du conseil d'administration et de Directeur général de la Société et (ii) de nommer Monsieur Pascal BEGLIN en qualité de Président du conseil d'administration et de Directeur général et Monsieur Lilian GAICHIES en qualité de Directeur Général Délégué de la Société.

Depuis cette date, Monsieur Pascal BEGLIN, Président Directeur Général, assume la direction générale de la Société.

Ces modalités d'exercice de la direction générale ont été confirmées lors du conseil d'administration du 22 mars 2013, conseil au cours duquel les mandats de Monsieur Pascal BEGLIN, en qualité de Président du conseil d'administration et de Monsieur Lilian GAICHIES, en qualité de Directeur Général Délégué ont été renouvelés, sous condition suspensive du renouvellement de leur mandat d'administrateurs de la Société.

4.4.4 Quidus

Nous vous demandons de bien vouloir donner quidus aux administrateurs de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice écoulé.

4.5 Dividendes antérieurement distribués

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'au cours des trois derniers exercices, les distributions de dividendes ont été les suivantes :

- Exercice 2009 : néant
- Exercice 2010 : dividende par action de 0,19 €, soit un montant total de 508.076 €, mis en paiement le 8 juillet 2011
- Exercice 2011 : dividende par action de 0,20 €, soit un montant total de 534.817 €, mis en paiement le 6 juillet 2012

4.6 Proposition d'affectation du résultat et de distribution de dividendes

Ainsi que vous pouvez le constater, déduction faite de toutes charges et amortissements, les comptes annuels de la société qui vous sont présentés font ressortir une perte nette comptable de (101.885) euros.

Nous vous proposons d'affecter ce résultat déficitaire, d'un montant de (101.885) euros au compte "*report à nouveau*", lequel sera ramené d'un montant de 2.702.812 euros à un montant de 2.600.927 euros.

En outre, nous vous proposons de procéder à une distribution de dividendes d'un montant de 615.039,55 euros, prélevé sur le compte "*report à nouveau*".

En conséquence, compte tenu des 2.674.085 actions composant le capital social de la Société, cette distribution correspondrait à un dividende par action de 0,23 euro.

- A hauteur de (101.885) € au poste "*report à nouveau*".

Les dividendes seraient payables au siège social de la Société dans les délais légaux.

Il est précisé que les dividendes distribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012 sont éligibles à l'abattement de 40% prévu à l'article 158-3.2° du Code Général des Impôts, dont peuvent bénéficier les personnes physiques domiciliées en France, sauf option pour le prélèvement forfaitaire libératoire prévu à l'article 117 quater du Code Général des Impôts.

Dans le cas où, lors de la mise en paiement du dividende, la Société détiendrait certaines des propres actions, le bénéfice correspondant aux dividendes non versés, en raison de cette auto-détention, seraient affectés au compte "*report à nouveau*".

4.7 Tableau récapitulatif des résultats au cours des 5 derniers exercices

Conformément aux dispositions de l'article R.225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices clos est présenté ci-dessous :

(En €)	31-déc.-08	31-déc.-09	31-déc.-10	31-déc.-11	31-déc.-12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital	267 408,5	267 408,5	267 408,5	267 408,5	267 408,5
Nombre d'actions ordinaires	2 674 085	2 674 085	2 674 085	2 674 085	2 674 085
Nombre d'actions à dividende prioritaire	-	-	-	-	-
Nombre maximum d'actions à créer	-	-	-	-	-
- par conversion d'obligations	-	-	-	-	-
- par souscription de droits	-	-	-	-	-
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'Affaires HT	5 418 226	6 721 919	8 739 110	8 178 161	4 309 380
Résultat avant impôts, participation amortissements et provisions	-1 147 708	-789 064	441 242	753 561	-737 183
Impôts sur les bénéfices	-789 677	-804 722	-558 449	-535 045	-693 227
Participation des salariés					
Résultat après impôts, participation amortissements et provisions	-505 315	-181 355	876 861	1 228 606	-101 885
Résultat distribué (*)	-	-	508 076	534 817	615 040
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts et participation mais avant amortissements et provisions	-0,13	ns	0,37	0,48	-0,02
Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	-0,19	-0,07	0,33	0,46	-0,04
Résultat par action distribué			0,19	0,2	0,23
EFFECTIFS					
Effectif moyen des salariés	48	42	41	35	12
Montant de la masse salariale de l'exercice	2 540 674	2 397 262	2 289 095	1 693 504	927 638
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux					

* en attente de la décision de l'AG

5. Autres informations

5.1 Analyse objective et exhaustive des l'évolution des affaires, des résultats, de la Société et du Groupe, notamment de sa situation d'endettement, au regard du volume et de la complexité des affaires comportant des indicateurs clés de performance de nature non financière ayant trait à l'activité spécifique de la Société, notamment des informations relatives aux questions d'environnement et de personnel

Les principales caractéristiques de notre activité au 31 décembre 2012 sont les suivantes :

- une diminution du chiffre d'affaires de la Société de 3.869 K€ suite à l'apport partiel d'actifs intervenu le 1^{er} juillet 2011. En incluant le chiffre d'affaires de la filiale française, ce dernier progresse de 624 K€ sur la période. Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe est quant à lui en augmentation de 3.102 K€ (27%) à 14,6 M€.

- un résultat net social de (102) K€. En incluant celui de la filiale française (soit 781 K€), le résultat net statutaire cumulé est de 679 K€, en diminution de 701 K€. Le résultat opérationnel courant du Groupe consolidé, avant prise en compte des amortissements et après prise en compte des reprises CIR en résultat, ressort positif à 4.469 K€, en progression de 625 K€. Le résultat net consolidé est positif au 31 décembre 2012 (1.337 K€) et en légère diminution par rapport à celui de 2011 (1.834 K€) ;
- un endettement de 0,8 M€ (capital et intérêts restant dus) au 31 décembre 2012, suite à l'emprunt contracté en février 2012 auprès de la banque HSBC. Cet emprunt, d'une durée initiale de 5 ans est au taux fixe de 3,5% ;
- une situation financière saine, compte tenu de la trésorerie disponible au 31 décembre 2012 au niveau du Groupe (avant prise en compte des dettes financières courantes et non courante) à hauteur de 2,5 M€.

5.2 Principaux risques et incertitudes auxquels la Société et le Groupe sont confrontés

En termes de risques, le Groupe estime que le niveau et la nature des risques qu'il encourt n'ont pas changé par rapport à ceux présentés dans les derniers rapports d'activité, semestriels ou annuels.

- *Risque liés à la croissance* : le Groupe peut avoir à faire face à un ralentissement de l'activité économique des opérateurs téléphoniques. Par ailleurs, le chiffre d'affaires progressant, les décalages de reconnaissance de revenu peuvent avoir un impact significatif sur une période donnée. Enfin, il n'est pas garanti que la saisonnalité constatée au dernier trimestre des exercices précédents (consommation des budgets par les clients) soit récurrente d'une année sur l'autre.
- *Risques technologiques et droit de propriété intellectuelle* : les technologies évoluant sans cesse, des technologies de substitution aux technologies utilisées par le Groupe peuvent apparaître. Même si le Groupe est en veille permanente sur ces thèmes, il ne peut garantir qu'il saura systématiquement faire face à toutes les évolutions rapides que l'on peut constater dans un environnement concurrentiel mouvant et imprévisible. Concernant la protection juridique et physique des produits commercialisés par le Groupe, des procédures strictes de sauvegardes informatiques régulières, de dépôt de brevets et de dépôts des programmes auprès de l'APP à Paris sont respectées au sein du Groupe.
- *Risque concurrentiel* : le Groupe, encore de moindre taille par rapport à ses principaux concurrents étrangers, ne peut pas exclure qu'un acteur déjà présent sur le marché, ou qu'un nouvel entrant, puisse adopter un positionnement plus performant et gagner des parts de marché au détriment de ses intérêts. Même si une veille concurrentielle très régulière est effectuée, aucune assurance ne peut être donnée sur le fait que le Groupe sera en mesure de faire face à la concurrence présente ou potentielle.
- *Risques juridiques* : dans le cours normal de ses activités, le Groupe n'est impliqué que dans de rares procédures juridictionnelles. Ces rares litiges ont été provisionnés conformément aux principes comptables applicables en France et le Groupe estime que les provisions constituées au titre de ces risques, litiges ou situation contentieuses connues ou en cours à ce jour sont d'un montant suffisant pour que la situation financière consolidée ne soit pas affectée de façon significative en cas d'issue défavorable. A la connaissance de la Société, il n'existe pas de litige, arbitrage ou fait exceptionnel ayant eu dans un passé récent ou étant susceptible d'avoir dans le futur,

une influence significative sur la situation financière, les résultats, l'activité et le patrimoine du Groupe.

- *Risques de change, de taux, de crédit, de liquidité, sur actions et autres placements* : ces différents risques sont détaillés dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés annuels 2012.
 - *Risque de change* : les flux nets en devises étrangères pourraient devenir significatifs dans les prochains mois (nouveaux clients facturés en dollars et besoins de trésorerie de la filiale américaine en nette diminution). Si le risque de change devenait réel et important, des instruments de couverture, inexistantes au 31 décembre 2012, pourraient alors être utilisés par la Société et le Groupe pour se prémunir de ce risque. La direction de la Société et du Groupe reste toujours très attentive aux évolutions de la monnaie américaine, notamment en ces périodes de tensions financières sur les différents marchés mondiaux.
 - *Risque de taux* : au 31 décembre 2012, les dettes financières courantes et non courantes de la Société et du Groupe ne sont composées que d'un seul emprunt bancaire, contracté en février 2012 au taux fixe de 3,5 %, remboursable sur 5 ans. De par cette nature "fixe" du taux appliqué, la Société et le Groupe ne sont pas confrontés à un risque de taux.
 - *Risque de crédit* : le risque de crédit provient essentiellement des créances clients. Des procédures mensuelles sont suivies afin de limiter le risque de non recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés. L'évolution du poste client et de sa structure en 2012 démontre la bonne gestion de ce risque par la Société et le Groupe. La progression des créances clients au 31 décembre 2012 provient essentiellement des écritures de régularisations de fin de période et d'une reconnaissance tardive de revenus au quatrième trimestre 2012. Aucun risque structurel n'est identifié au 31 décembre 2012.
 - *Risque de liquidité* : le risque de liquidité s'analyse comme le risque que la Société et le Groupe encourent s'ils ne sont pas en mesure d'honorer leurs dettes à échéance. Afin de gérer ce risque, la Société et le Groupe ont mis en place un suivi mensuel de la trésorerie et une gestion prévisionnelle de leurs besoins de financement, afin de contrôler leur entière capacité à honorer leurs passifs exigibles.
 - *Risque sur actions et autres placements* : la politique de la Société et du Groupe est de rémunérer les excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 31 décembre 2012 et en cours de période, seuls des comptes à termes liquides et à rendement garanti sont utilisés.

5.3 Indications sur l'utilisation des instruments financiers par la Société et par le Groupe

Au cours de l'exercice 2012, la Société et le Groupe n'ont pas utilisé d'instruments financiers tels que des instruments de couverture de change ou autres instruments dérivés.

5.4 Informations relatives aux délais de paiement des fournisseurs

Conformément aux dispositions des articles L.441-6-1 et D.441-4 du Code de Commerce, nous vous communiquons dans les tableaux ci-dessous la composition des dettes fournisseurs par date d'échéance aux 31 décembre 2012 et 31 décembre 2011 :

Dettes fournisseurs 31 décembre 2011

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Fournisseurs	804	719	75	10	
Fournisseurs immobilisations	1		1		
Factures non parvenues	425	425			
Dettes fournisseurs	1 230	1 144	76	10	0
		93%	6%	1%	0%

Dettes fournisseurs 31 décembre 2012

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Fournisseurs	556	274	233	49	
Fournisseurs immobilisations	4	4			
Factures non parvenues	518	518			
Dettes fournisseurs	1 078	796	233	49	0
		74%	22%	5%	0%

5.5 Informations sociales et environnementales

5.5.1 Informations sociales

(a) Pour la Société

L'évolution des effectifs de la Société est la suivante:

- 31 décembre 2010 : effectif de 41 personnes dont deux contrats non cadre
- 31 décembre 2011 : effectif de 12 personnes, dont deux mandataires sociaux
- 31 décembre 2012 : effectif de 12 personnes dont deux mandataires sociaux

Pour mémoire, un apport partiel d'actifs a été réalisé le 1^{er} juillet 2011, expliquant la diminution des effectifs de la seule Société (StreamWIDE SA) entre les exercices 2010 et 2011.

Les effectifs de la Société restent parfaitement stables en 2012, aucun mouvement de personnel n'ayant été constaté sur cette période.

(b) Pour le Groupe

Au niveau du Groupe, les effectifs sont les suivants au 31 décembre 2012 :

- StreamWIDE SA (la Société) et StreamWIDE France : 40 personnes
- StreamWIDE Romania : 36 personnes
- StreamWIDE Beijing : 33 personnes
- StreamWIDE Inc. : 20 personnes
- StreamWIDE Tunisie : 3 personnes

5.5.2 Informations environnementales

Concernant les risques environnementaux, les activités du Groupe et de la Société, de par leur nature, n'ont pas de conséquence significative et majeure sur l'environnement.

5.6 Conventions relevant des articles L.225-38 et suivants du Code de commerce

Pour mémoire, dans le but d'harmoniser les modalités économiques et financières des relations intragroupes, la Société et les différentes filiales du Groupe ont conclu différents types d'accords, classiques dans le cadre des relations intra sociétés au sein d'un même Groupe :

- *StreamWIDE Romania* : accord de sous-traitance d'une partie de la Recherche & Développement du Groupe ;
- *StreamWIDE Beijing* : accord de sous-traitance d'une partie de la Recherche & Développement du Groupe, accord de coopération commerciale, et accord de consulting dans les solutions techniques et stratégiques proposées par le Groupe ;
- *StreamWIDE Inc.* : accord de coopération commerciale et de sous-traitance d'une partie de la Recherche & Développement du Groupe, accord de fourniture de licences logicielles et de distribution ;
- *StreamWIDE France SAS* : accord de sous-traitance d'une partie de la Recherche et Développement du Groupe (contrat de prestations), accord de fourniture de licences logicielles et de distribution, contrat de prestations de services, contrats de sous locations, convention de trésorerie centralisée.

Ces différents accords donnent lieu à une facturation mensuelle ou trimestrielle de la part des filiales envers la Société, pour rémunération des services rendus. Ces différents flux sont annulés en consolidation et n'impactent en rien les flux et soldes présentés dans les comptes consolidés du Groupe (confère note 9.3 de l'annexe aux comptes consolidés annuels).

Aucune autre relation ou opération significative avec des parties liées à la Société ou au Groupe n'a été recensée au cours des périodes présentées.

Conventions relevant des articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce

Au cours de l'exercice 2012 et antérieurement, aucune convention visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce n'a été passée par la Société ou exécutée par elle.

Aucune convention n'a été conclue avec les dirigeants ou les actionnaires disposant de plus de 10% des droits de vote.

Les conventions avec les différentes filiales du Groupe sont considérées comme des conventions courantes, conclues à des conditions normales de marché.

5.7 Evénements postérieurs à la clôture annuelle

Aussi bien au sein de la Société que du Groupe, aucun évènement significatif postérieur à la clôture n'a été identifié pendant la période comprise entre la date de clôture et la date d'établissement du présent rapport relatif à l'examen des comptes consolidés et annuels, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes présentés et arrêtés au 31 décembre 2012.

5.8 Opérations sur titres

5.8.1 Informations relatives aux programmes de rachat d'actions par la société de ses propres actions

Nous vous rappelons que les Assemblées Générales Ordinaires Annuelles des actionnaires de la Société réunies depuis le 29 juin 2009 ont autorisé la Société à mettre en œuvre un programme de rachat d'actions, conformément aux dispositions des articles L.225-206 II, L. 225-208, L.225-209-1 et suivants du Code de commerce. Ainsi, la Société a mis en place un contrat de liquidité qui s'inscrit dans le cadre du programme de rachat d'actions. Les moyens affectés au compte de liquidité pour la mise en œuvre de ce contrat s'élevaient initialement à 100.000 €. Un apport complémentaire de 30.000 € a été effectué en octobre 2010.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-211 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après les opérations réalisées par la Société dans le cadre du contrat de liquidité et intervenues au cours de l'exercice 2012 :

Type opération	Nombre de titres	Cours moyen des transactions	Montant en €
Achat	5.034	9,28	46.741
Vente	6.771	8,58	58.126

Au 31 décembre 2012, la Société dispose de 4.413 actions valorisées aux cours historiques d'acquisition à 41.725 €. Au cours de clôture du 31 décembre 2012 (9,90 €), la valorisation est de 43.688,7 €. Ces actions représentent 0,17 % du capital de la Société.

La Société n'a utilisé aucune de ses actions en dehors du contrat de liquidité. Aucune réallocation n'a été effectuée.

5.8.2 Éléments de calculs et résultats de l'ajustement des bases de conversion et des conditions de souscription ou d'exercice des valeurs mobilières donnant accès au capital

Néant.

5.8.3 État de la participation des salariés au capital social

En outre, conformément aux articles L.225-184 et L.225-197-4 du Code de commerce, nous vous informons qu'aucune opération relative à des attributions gratuites d'actions réservées au personnel salarié de la Société n'a été ouverte au cours de l'exercice.

Nous vous précisons que le pourcentage de détention de la Société par les salariés (y compris Monsieur Zakaria NADHIR) est de 9,54 % du capital.

Nous joignons au présent rapport le rapport spécial établi en application des articles L.225-184 et L.225-197-4 du Code de commerce.

Concernant les contrats d'intéressement et de participation, il n'existe plus au sein de la Société et/ou du Groupe de tels accords, le dernier accord d'intéressement ne couvrant que les exercices 2009, 2010 et 2011. Pour rappel, des montants de 43.504 € et de 65.182 € ont été attribués au titre de l'intéressement 2010 et 2011.

5.8.4 Opérations effectuées par les mandataires sociaux et administrateurs

Par ailleurs, conformément à l'article L.621-18 et R.621-43-1 du Code monétaire et financier, nous vous indiquons ci-après les opérations effectuées par les mandataires sociaux et administrateurs sur les titres de la Société, au cours de l'exercice 2012 :

- Pascal BEGLIN, Président Directeur Général
 - Avril 2012 : 1 achat - total 150 actions au prix unitaire moyen de 9,10 €
 - Sept. 2012 : 1 achat - total 60 actions au prix unitaire moyen de 9,90 €
 - Oct. 2012 : 3 achats - total 2.706 actions au prix unitaire moyen de 8,35 €

Au total, 2.916 actions ont été acquises au prix unitaire moyen de 8,42 €

- Lilian GAICHIES, Directeur Général Délégué
 - Jan. 2012 : 2 cessions - total 426 actions au prix unitaire moyen de 8,90 €
 - Mars 2012 : 2 cessions - total 450 actions au prix unitaire moyen de 9,50 €
 - Avril 2012 : 1 cession - total 128 actions au prix unitaire moyen de 9,10 €
 - Juil. 2012 : 2 cessions - total 200 actions au prix unitaire moyen de 9,60 €
 - Nov. 2012 : 1 achat - total 2.500 actions au prix unitaire moyen de 8,25 €

Au total, 2.500 actions ont été acquises au prix unitaire moyen de 8,25 € et 1.204 actions ont été cédées au prix unitaire moyen de 9,26 €.

- Zakaria NADHIR, Administrateur
 - Oct. 2012 : 1 cession - total 2.500 actions au prix unitaire moyen de 8,25 €
 - Nov. 2012 : 1 cession - total 2.500 actions au prix unitaire moyen de 8,25 €
 - Déc. 2012 : 1 cession - total 5.000 actions au prix unitaire moyen de 8,25 €

Au total, 10.000 actions ont été cédées au prix unitaire moyen de 8,25 €.

5.9 Informations concernant la répartition du capital et les actions d'auto contrôle

Pour rappel, en juin 2012, Messieurs Pascal BEGLIN Président Directeur Général et Lilian GAICHIES, Directeur Général Délégué, tous deux mandataires sociaux de la Société, ont apporté leur participation dans la Société à deux sociétés holdings, respectivement B2TEL et OKHEMA, toutes deux sociétés privées à responsabilité limitée de droit belge. Messieurs Pascal BEGLIN et GAICHIES détiennent respectivement 99,99% de ces deux sociétés.

Nous vous indiquons ci-après la répartition du capital social et des droits de vote au 31 décembre 2012 :

Identité	Part du capital social nb de titres/ nb total (%)	% des droits de vote
BE2TEL	51,75 %	47,19 %
OKHEMA	20,57 %	18,76 %
Zakaria NADHIR	6,60 %	12,04 %
Salariés de la Société	2,94 %	5,36 %
Public	18,14 %	16,65 %

Nous précisons que, conformément à l'article 12 des statuts de notre société, les actions inscrites nominativement au nom d'un même actionnaire pendant plus de deux ans donnent droit de vote double. Ainsi, le nombre total d'actions à droit de vote double est de 258.198 au 31 décembre 2012. Le nombre de droit de vote est donc de 2.932.283 au 31 décembre 2012.

5.10 Avis donné à une autre société par actions que la Société détient plus de 10% de son capital

Néant.

5.11 Aliénations d'actions intervenues à l'effet de régulariser les participations croisées

Néant

5.12 Délégations au conseil d'administration en matière d'augmentation de capital

Conformément à l'article L.225-100 al.4 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après les délégations de pouvoirs ou de compétences, en cours de validité, accordées par l'Assemblée Générale Extraordinaire au conseil d'administration en matière d'augmentation de capital par application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2 du Code de commerce :

Autorisations en cours de validité	Durée de validité	Plafond	Utilisation de la délégation
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration à l'effet de décider d'une augmentation de capital par incorporation de primes d'émission, réserves, bénéfices ou autres [AGE 22 juin 2012]	15 mois	5.000.000 €	-
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration à l'effet de décider d'une augmentation de capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription [AGE 20 juin 2011]	26 mois	53.450 € en nominal	-
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration à l'effet de décider d'une augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription [AGE 20 juin 2011]	26 mois	53.450 € en nominal	-

Autorisation conférée au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'émission de titres de capital et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec ou sans maintien du droit préférentiel de souscription, dans la limite de 15% de l'émission initiale [AGE 20 juin 2011]	26 mois	15% de l'émission initiale	-
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre au profit de salariés ou mandataires sociaux de la Société ou certaines catégories d'entre eux [AGE 22 juin 2012]	38 mois	10% du capital social	-

5.13 Rapport du Commissaire aux comptes

Votre Commissaire aux comptes vous fera part dans son rapport sur les comptes annuels et consolidés, dont lecture va vous être donnée en suite du présent rapport, du résultat de ses investigations sur lesdits comptes qui vous sont présentés.

Compte tenu des explications qui précèdent, nous vous remercions de bien vouloir approuver les résolutions qui vous sont proposées.

5.14 Présentation des résolutions présentées à l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire en date du 21 juin 2013

A titre ordinaire,

Première résolution – Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 déc. 2012

Deuxième résolution – Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 déc. 2012

Troisième résolution – Affectation du résultat de l'exercice écoulé

Quatrième résolution – Distribution de dividendes

Cinquième résolution – Quitus aux administrateurs

Sixième résolution – Approbation des conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce

Septième résolution – Approbation des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts

Huitième résolution – Renouvellement du mandat de Monsieur Pascal BEGLIN en qualité d'administrateur de la Société

Neuvième résolution – Renouvellement du mandat de Monsieur Lilian GAICHIES en qualité d'administrateur de la Société

Dixième résolution – Renouvellement du mandat de Monsieur Zakaria NADHIR en qualité d'administrateur de la Société

Onzième résolution – Renouvellement du mandat de la société Ernst & Young & Autres en qualité de commissaire aux comptes titulaire de la Société

Douzième résolution – Renouvellement du mandat de la société Auditex en qualité de commissaire aux comptes suppléant de la Société

Treizième résolution – Autorisation à conférer au conseil d'administration pour procéder au rachat d'actions de la Société

A titre extraordinaire,

Quatorzième résolution – Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet de décider une augmentation de capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital social de la Société, à l'exception des actions de préférence

Quinzième résolution – Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet de décider une augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par voie d'offre visée à l'article L.411-2 du Code de commerce, par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, à l'exception des actions de préférence

Seizième résolution – Suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires à l'augmentation de capital réservée à une catégorie de personne

Dix-septième résolution – Autorisation à conférer au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'émission de titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital, avec ou sans maintien du droit préférentiel de souscription, dans la limite de 15% de l'émission initiale

Dix-huitième résolution – Limitation globale des autorisations

Dix-neuvième résolution – Autorisation à conférer au conseil d'administration à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre

Vingtième résolution – Autorisation conférée au conseil d'administration d'annuler tout ou partie des actions achetées par la Société

Vingt-et-unième résolution – Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet de procéder à une augmentation de capital par incorporation de primes d'émission, réserves, bénéfices ou autres

Vingt-deuxième résolution – Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet de procéder à une augmentation de capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise établi en application des articles L.3332-1 et suivants du Code de commerce

Vingt-troisième résolution – Suppression du droit préférentiel de souscription à l'augmentation de capital réservée aux salariés adhérents à un plan d'épargne d'entreprise

Vingt-quatrième résolution – Pouvoirs en vue des formalités

Paris, le 22 mars 2013
Le Conseil d'Administration

**RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
 À L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE
 EN DATE DU 21 JUIN 2013
 SELON LES DISPOSITIONS DES ARTICLES L.225-184 ET L.225-197-4 DU CODE DE
 COMMERCE**

Chers Actionnaires,

Nous avons l'honneur de vous présenter le rapport établi par votre Conseil d'administration vous rendant compte des opérations réalisées en vertu des dispositions des articles L.225-184 et L.225-197-4 du Code de commerce relatifs aux options d'achats ou de souscription d'actions et/ou à l'attribution d'actions gratuites réservées au personnel salarié de la Société.

Nous vous informons des opérations intervenues relatives (i) aux options d'achats ou de souscription d'actions et (ii) aux attributions gratuites d'actions réservées au personnel salarié de la Société intervenues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012 et depuis la clôture de l'exercice.

1. Options d'achats ou de souscription d'actions réservées au personnel salarié de la Société intervenues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012 et depuis la clôture de l'exercice

1.1 Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012

Bénéficiaires	Nombre d'options consenties	Achat ou souscription	Prix	Date d'échéance	Sociétés concernées	Fonctions exercées
NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

1.2 Depuis la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2012

Bénéficiaires	Nombre d'options consenties	Achat ou souscription	Prix	Date d'échéance	Sociétés concernées	Fonctions exercées
NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

2. Attributions gratuites d'actions réservées au personnel salarié de la Société intervenues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012 et depuis la clôture de l'exercice

2.1 Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012

Bénéficiaires	Nombre d'actions gratuites	Valeur unitaire des actions attribuées gratuitement en euros	Date d'attribution	Date d'acquisition définitive des actions attribuées	Date à compter de laquelle les actions peuvent être cédées
NA	NA	NA	NA	NA	NA

2.2 Depuis la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2012

Bénéficiaires	Nombre d'actions gratuites	Valeur unitaire des actions attribuées gratuitement en euros	Date d'attribution	Date d'acquisition définitive des actions attribuées	Date à compter de laquelle les actions peuvent être cédées
NA	NA	NA	NA	NA	NA

Paris, le 22 mars 2013
Le conseil d'administration

Groupe STREAMWIDE - Comptes consolidés annuels - 31 décembre 2012

• **Comptes de résultat consolidés des exercices clos les 31 décembre 2012
et 31 décembre 2011**

en €	31-déc-12	31-déc-11	Note
Licences	8 213	7 274	
Maintenance	2 689	2 351	
Prestations de services	1 646	1 039	
Ventes tiers	2 014	796	
Chiffre d'affaires	14 562	11 460	7.1
Autres produits de l'activité		9	
Subventions	4	3	
Achats et variations de stocks	-1 643	-747	7.3
Charges externes	-3 546	-2 793	7.3
Impôts et taxes	-292	-247	
Charges de personnel	-5 255	-4 130	7.2
Dotations aux amortissements	-2 203	-1 091	7.4
Dotations nettes aux provisions	-13	4	
Autres produits d'exploitation	640	294	7.5
Autres charges d'exploitation	-2	-5	
Résultat opérationnel courant	2 252	2 757	
Autres produits opérationnels			
Autres charges opérationnelles	-355	-218	7.5
Résultat opérationnel	1 897	2 539	
Produits de trésorerie et d'équivalents	33	36	
Coût financier Brut	-25	0	
Coût financier Net	8	36	7.6
Autres produits financiers	119	149	7.6
Autres charges financières	-200	-71	7.6
Charge d'impôts	-487	-819	7.7
Résultat net des activités poursuivies	1 337	1 834	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat net	1 337	1 834	
Part du Groupe	1 337	1 834	
Intérêts ne conférant pas le contrôle			
Résultat de base par action	0,50	0,69	7.8
Résultat dilué par action	0,50	0,69	7.8

• Etats de la situation financière consolidée aux 31 décembre 2012 et 31 décembre 2011

En K€	31-déc-12	31-déc-11	<u>Note</u>
Immobilisations incorporelles	6 648	5 955	8.1
Immobilisations corporelles	422	403	8.2
Autres actifs financiers	278	243	8.3
Actifs d'impôts différés	478	612	8.4
ACTIFS NON COURANTS	7 826	7 213	
Stocks	0	0	8.5
Créances clients	8 754	6 375	8.5
Autres débiteurs	1 523	867	8.5
Actifs fiscaux	1 462	766	8.5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 474	2 822	8.6
ACTIFS COURANTS	14 213	10 830	
TOTAL ACTIFS	22 039	18 043	
Capital	267	267	
Primes	5 285	5 285	
Réserves consolidées	4 862	3 552	
Titres auto détenus	-42	-53	
Résultat net part du Groupe	1 337	1 834	
Intérêts ne conférant pas le contrôle		0	
CAPITAUX PROPRES	11 709	10 885	8.7
Passifs financiers	603	0	8.8
Provisions à long terme	76	44	8.9
Produits fiscaux différés	1 190	1 200	8.10
Passifs d'impôts différés	1 706	1 481	8.10
PASSIFS NON COURANTS	3 575	2 725	
Passifs financiers	172	1	8.8
Provisions à court terme	15	55	8.9
Fournisseurs et autres créditeurs	2 110	1 257	8.10
Dettes fiscales et sociales	1 995	1 430	8.10
Produits fiscaux différés	595	600	8.10
Produits constatés d'avance	1 868	1 090	8.10
PASSIFS COURANTS	6 755	4 433	
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	22 039	18 043	

- **Etats du résultat global des exercices clos les 31 décembre 2012 et 31 décembre 2011**

En K€	31-déc-12	31-déc-11
Résultat Net	1 337	1 834
Ecarts de conversion	3	-25
Ecarts actuariels sur régimes à prestations définies		
Total Gains / Pertes directement en capitaux propres	3	-25
Résultat Net + Gains/Pertes directement en capitaux propres	1 340	1 809

- **Variations des capitaux propres aux 31 décembre 2012 et 31 décembre 2011**

(En K€)	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et Résultats consolidés	Gains / Pertes en cap. propres	Autres variations	TOTAL Part Groupe	Intérêts ne donnant pas le contrôle	TOTAL
Capitaux propres 31 DECEMBRE 2010	267	5 285	-123	4 106	-39	-3	9 493	0	9 493
Opérations sur capital									
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			70	24			94		94
Dividendes				-508			-508		-508
Résultat Global				1 834	-25		1 809		1 809
Variations de périmètre									
Autres mouvements						-3	-3		-3
Capitaux propres 31 DECEMBRE 2011	267	5 285	-53	5 456	-64	-6	10 885	0	10 885
Opérations sur capital									
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			11				11		11
Dividendes				-535			-535		-535
Résultat Global				1 337	3		1 340		1 340
Variations de périmètre									
Autres mouvements						8	8		8
Capitaux propres 31 DECEMBRE 2012	267	5 285	-42	6 258	-61	2	11 709	0	11 709

• **Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 31 décembre 2012 et 31 décembre 2011**

(En K€)	31-déc.-12	31-déc.-11
Résultat Net consolidé	1 337	1 834
<i>Eléments non constitutifs de flux liés à l'activité</i>		
Dotations aux amortissements	2 203	1 090
Variation des provisions	13	-4
Plus ou moins value de cession		
Autres produits / charges calculés	-35	-330
<i>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôts</i>	<i>3 518</i>	<i>2 590</i>
Coût de l'endettement financier net	-8	-36
Charge d'impôts sur le résultat	487	819
<i>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts</i>	<i>3 997</i>	<i>3 373</i>
Variation actifs	3 744	2 262
Variation passifs	-2 092	-1 013
<i>Variation du BFR lié à l'activité</i>	<i>-1 652</i>	<i>-1 249</i>
Impôts versés		
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	2 345	2 124
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-2 915	-2 944
Cession d'immobilisation corporelles et incorporelles		
Variation immobilisations financières	-35	-88
Cession d'immobilisations financières		
Variation des prêts et avances consentis		
Variation des autres flux liés aux opérations d'investissement (*)	0	743
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-2 950	-2 289
Augmentation (diminution) de capital		
Augmentation (diminution) des emprunts	775	
Intérêts financiers nets versés		
Dividendes versés	-535	-508
Rachats et reventes d'actions propres	17	93
Autres flux liés aux opérations de financement		
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT	257	-415
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	-348	-580
Trésorerie début de période	2 822	3 402
Trésorerie fin de période	2 474	2 822

(*) Les autres flux liés aux opérations d'investissement correspondent aux remboursements du Crédit d'Impôt Recherche constatés sur les périodes présentées

- **Annexes aux comptes consolidés**

1. Informations sur la Société et le Groupe

Fondé en 2001, le groupe StreamWIDE se positionne comme le fournisseur de l'innovation des opérateurs fixes et mobiles partout dans le monde. Des solutions cœur de réseau aux applications web et mobile, StreamWIDE fournit des solutions " on-premise " ou " cloud-based ", bout en bout, carrier-grade sur technologie IP dans les domaines de la messagerie, des services de téléphonie pour réseaux sociaux et de numéros virtuels, des services de centre d'appels, des services de conférence et de taxation d'appels. Opérant depuis la France, les USA, la Chine, la Roumanie, la Tunisie, l'Autriche, la Russie, l'Argentine, Singapour, l'Indonésie, l'Australie et l'Afrique du Sud, StreamWIDE met en place des équipes locales et spécialisées pour fournir les prestations de déploiement, de support et d'assistance qui accompagnent chacun de ses clients sur la voie de la différenciation et de la rentabilité. Grâce à sa technologie software de Nouvelle Génération et à son engagement en faveur de la recherche et développement, le Groupe permet aux opérateurs télécoms de déployer des applications à la demande et de réduire considérablement leur coût total de propriété ainsi que les délais de mise sur le marché.

StreamWIDE SA, la société consolidante, est une société anonyme de droit français à Conseil d'Administration dont les titres sont admis aux négociations sur le marché NyseAlternext de NyseEuronext Paris sous le code FR0010528059. Son siège social est situé au 84 rue d'Hauteville 75010 Paris.

Les comptes consolidés annuels arrêtés au 31 décembre 2012 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en sa séance du 22 mars 2013.

2. Evénements significatifs de la période

Evolution du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires annuel du Groupe augmente de 3,1 M€ (+27%). Toutes les catégories de revenus progressent en 2012. L'activité a bénéficié d'un effet de rattrapage sur la seconde partie de l'année, suite notamment aux déploiements de plusieurs contrats signés au cours du premier semestre 2012. Les revenus du second semestre 2012 sont de 9,1 M€ (+2,9 M€) soit une progression de +47% par rapport au second semestre 2011.

Les ventes de licences progressent de +13% suite à de nouveaux contrats significatifs déployés notamment dans les zones Amérique, Afrique et Moyen Orient. Ces différents nouveaux projets ont également généré de nombreuses prestations de services, ce qui explique la forte évolution de ces revenus (+58%).

Les revenus récurrents de maintenance augmentent de +14%. Ces revenus devraient continuer à croître en 2013, parallèlement au nombre toujours plus important de plateformes du Groupe en production dans le monde. Ils représentent 18% des revenus totaux fin 2012.

Enfin, les ventes tierces progressent de 1,2 M€ suite notamment à des licences tierces revendues dans le cadre d'un projet spécifique de migration de plateformes de messagerie vocale pour un client français (0,9 M€).

Le second semestre de l'exercice est également marqué par la croissance importante des revenus " Export ", qui représentent maintenant 74% des revenus contre 63% fin 2011. Outre la progression importante des revenus de la filiale américaine du Groupe (+2,2 M€, soit +135%), la

taille relative des marchés adressés explique cette tendance. En ne retenant que les 20 clients les plus significatifs en 2012, 9 sont nouveaux pour le Groupe, dont 8 dans des zones " Export ".

Evolution des résultats

Le résultat opérationnel courant ressort positif à 2,3 M€, soit une marge annuelle de 15,5%, en nette amélioration sur le second semestre 2012 où elle s'établit à 24,7%. Le résultat opérationnel courant avant amortissements (équivalent à l'ebitda) s'établit à 4,5 M€ contre 3,8 M€ en 2011, soit une progression marquée de 0,6 M€ (+16%).

La dynamique d'investissements en recherche et développement du Groupe s'est maintenue en 2012, avec un montant brut activé de 2,6 M€, identique à celui constaté en 2011. L'impact net en résultat opérationnel, après prise en compte des amortissements (2 M€ en 2012 contre 0,9 M€ en 2011) et des crédits d'impôt recherche repris en résultat, est de +1,3 M€ en 2012 contre +1,9 M€ au titre de 2011, soit une diminution de 0,6 M€ entre les deux périodes.

La diminution du résultat net s'explique donc essentiellement par une progression importante des amortissements des frais de recherche et développement. Par ailleurs, l'évolution des ventes tierces (2 M€ en 2012 contre 0,8 M€ en 2011, soit 14% des revenus annuels contre 7% en 2011) revenus, par nature, moins margés que les autres revenus du Groupe, a également pesé sur les résultats.

Distribution de dividendes

L'Assemblée Générale du 22 juin 2012 a approuvé une distribution de dividende à hauteur de 0,20 euro par action (soit un montant global de 0,5 M€ versé en juillet 2012). C'est le deuxième exercice consécutif où le Groupe distribue des dividendes.

3. Présentation et base de préparation des états financiers

3.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés annuels du groupe StreamWIDE arrêtés au 31 décembre 2012 ont été établis conformément au référentiel IFRS ("*International Financial Reporting Standards*") publié par l'IASB ("*International Accounting Standard Board*") au 31 décembre 2012 et dont le règlement d'adoption est paru au Journal Officiel de l'Union européenne à la date d'arrêt des comptes.

3.2 Principes retenus

Les comptes consolidés annuels du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs, conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les principes, règles et méthodes comptables appliqués. Ils sont présentés en milliers d'euros (sauf indication contraire).

3.2.1 Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et d'application obligatoire aux exercices ouverts depuis le 1^{er} janvier 2012

Les nouvelles normes et amendements aux normes existantes, entrant en vigueur au 1^{er} janvier 2012 et parues au Journal Officiel de l'Union Européenne à la date d'arrêté des comptes, ont été appliqués.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts au 1^{er} janvier 2012. Le Groupe n'applique pas les textes n'ayant pas encore été approuvés par l'Union européenne à la date de clôture de la période présentée.

3.2.2 Principes de présentation

Etat de la situation financière

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" impose de présenter l'état de la situation financière en fonction de l'exigibilité des actifs et des passifs. Ceux-ci sont donc classés en éléments courants ou non courants, correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an.

Compte de résultat et état du résultat global

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" offre la possibilité de présenter les composantes du résultat soit en tant qu'élément d'un état unique de résultat global, soit dans un compte de résultat séparé, présenté immédiatement avant l'état du résultat global. Le groupe StreamWIDE a opté, conformément à la recommandation du CNC n°2009-R.03 du 2 juillet 2009, pour la présentation d'un compte de résultat séparé et d'un état du résultat global.

Le compte de résultat séparé permet de conserver une présentation des résultats proche de celle antérieurement retenue dans le référentiel français.

Par ailleurs, le compte de résultat séparé conserve une classification des composantes par nature.

Le résultat opérationnel correspond au résultat net avant prise en compte :

- des éléments non récurrents et significatifs (isolés sous les rubriques "autres produits et charges opérationnels"), qui permettent la distinction entre le résultat opérationnel courant et le résultat opérationnel,
- des éléments financiers (coût de l'endettement net augmenté ou diminué des autres charges et produits financiers),
- de la charge d'impôts (impôts courants et différés),
- du résultat des activités cédées ou abandonnées, si applicable.

La présentation adoptée par le Groupe est conforme aux recommandations du Conseil national de la Comptabilité et à celles de l'Autorité des Marchés Financiers.

4. Principes, règles et méthodes comptables

4.1 Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère ("les filiales").

Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les participations dans les filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration globale.

La quote-part de résultat net et des capitaux propres attribuables aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement dans les capitaux propres et dans le compte de résultat consolidé en tant que participations ne donnant pas le contrôle.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement depuis la date de prise de contrôle ou jusqu'à la date de la perte de contrôle.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour harmoniser et homogénéiser les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés au niveau de la consolidation.

Depuis sa création, le groupe StreamWIDE n'a pas pris de participation dans des entreprises associées et/ou des coentreprises.

Au 31 décembre 2012, toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation (confère note 6) sont des filiales et sont donc consolidées par intégration globale. Ces différentes filiales ont été créées directement par le Groupe. Ce dernier n'ayant pas effectué antérieurement au 31 décembre 2012 d'opérations de croissance externe, aucun goodwill n'est constaté dans les états de la situation financière du Groupe.

4.2 Monnaies étrangères

La monnaie de présentation des états financiers du Groupe est l'Euro. C'est également la monnaie fonctionnelle de la société consolidante, StreamWIDE SA.

La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères est généralement la monnaie locale des pays dans lesquels elles sont implantées (USA – US \$, Chine – CNY et Roumanie – RON).

La conversion en euros des états financiers des filiales libellés en monnaie locale est effectuée pour les états de la situation financière au taux de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de la période clôturée. La différence de conversion en résultant est inscrite directement dans les capitaux propres.

Les transactions libellées en devises, autres que la monnaie fonctionnelle, sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les résultats de change latents ou réalisés sont inscrits en compte de résultat sous les rubriques "autres produits financiers" ou "autres charges financières".

4.3 Comptabilisation des produits

Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe provient des sources suivantes : licences d'utilisation des logiciels, prestations de maintenance associées (mises à jour et support technique), prestations de services (installation et formation) et ventes tiers.

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais. Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété.

En général, le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue (pour les biens notamment), que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques liés à la transaction bénéficieront au Groupe.

Concernant les revenus liés aux ventes sous licence des logiciels, le Groupe reconnaît en général le revenu à la mise à disposition du (des) logiciel(s) matérialisée par un document d'acceptation du client. Lorsque les ventes sont réalisées par le biais d'un distributeur, le Groupe ne comptabilise le revenu qu'à réception de l'avis de livraison au client final et à condition que les autres critères généraux de reconnaissance des revenus soient remplis.

Le chiffre d'affaires issu de la maintenance est comptabilisé de façon linéaire sur la durée du contrat de maintenance.

Le chiffre d'affaires issu des prestations de service est comptabilisé lorsque les prestations sont exécutées et les services rendus, sur la base de récapitulatifs d'activité et d'acceptation client.

Les revenus des ventes tiers (matériel) sont comptabilisés lorsque la livraison est intervenue et que l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés à l'acheteur.

4.4 Subventions, aides publiques et crédit d'impôt recherche

Dans le cadre de ses activités de Recherche et Développement, le Groupe bénéficie de Crédits d'Impôt Recherche qui est une aide fiscale française. Conformément à IAS 20 "Subventions et aides publiques", le Groupe comptabilise un produit différé, afin d'étaler en résultat le bénéfice de ces aides. La valeur comptable des frais de développement n'est donc pas impactée.

Les Crédits d'Impôt Recherche sont ainsi différés dans le temps et constatés en résultat proportionnellement aux amortissements constatés au titre des projets de développement générant ces crédits d'impôt. L'impact résultat constaté est inscrit sous la rubrique "autres produits d'exploitation" du compte de résultat.

4.5 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles (hors frais de développement) sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Licences informatiques 1-3 ans
- Logiciels 1-3 ans

Les frais de développement ne sont comptabilisés en immobilisations incorporelles que s'ils répondent à tous les critères d'activation énoncés par la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles" :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'actif incorporel en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- Intention du Groupe de mener le projet de développement à son terme,
- Capacité du Groupe à mettre en service ou à vendre son actif incorporel,
- Potentiel de l'actif incorporel à générer des avantages économiques futurs,
- Disponibilité des ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement du projet,

- Capacité du Groupe à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'actif incorporel au cours de son développement

Les actifs incorporels relatifs aux frais de développement sont amortis sur 3 ou 5 ans selon le mode linéaire, dès leurs mises en service.

Les durées d'amortissement sont revues annuellement lors de chaque clôture comptable. Tout changement de durée serait traité comme un changement d'estimation appliquée de manière prospective et donnerait lieu, le cas échéant, à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire.

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

4.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. Ce coût d'acquisition comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état afin de permettre son exploitation.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Agencements et installations - 10 ans
- Matériel, outillage et matériel de bureau - 10 ans
- Matériel Informatique - 3 ans

La charge d'amortissement des immobilisations est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un actif est déterminé comme étant la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif. Le résultat net de cession de ces éléments non récurrents est présenté sous la rubrique "autres produits et charges d'exploitation" du compte de résultat.

4.7 Dépréciation d'actifs

Ecarts d'acquisition

Au 31 décembre 2012, aucun écart d'acquisition n'est constaté par le Groupe. Les différentes filiales du Groupe ont toutes été créées et aucune opération de croissance externe n'a eu lieu dans le passé.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles comptabilisées par le Groupe sont des actifs amortis sur leur durée d'utilité estimée. Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme infinie.

A chaque date de clôture, le Groupe passe en revue la valeur comptable de ses immobilisations afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice de perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer le montant de la perte de valeur éventuelle. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif isolé (absence d'entrée de trésorerie largement indépendante des entrées de trésorerie générées par d'autres

actifs ou groupe d'actifs), le Groupe estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient.

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif (ou du groupe d'actifs), nette des coûts de cession, et sa valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou du groupe d'actifs). Les flux de trésorerie prévisionnels utilisés sont cohérents avec les plans d'affaires prévisionnels établis par le management du Groupe. Le taux d'actualisation retenu reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à l'actif ou au groupe d'actifs.

Si la valeur recouvrable de l'actif (ou du groupe d'actifs) est inférieure à sa valeur comptable, celle-ci est ramenée à hauteur de la valeur recouvrable. La perte de valeur réversible est comptabilisée directement en charge dans le résultat opérationnel.

4.8 Stocks et encours

Les stocks de marchandises sont évalués au plus bas du coût d'acquisition déterminé selon la méthode FIFO ("first in first out) et de la valeur nette de réalisation.

Le cas échéant, une provision pour dépréciation est comptabilisée en fonction de la valeur de réalisation des éléments stockés.

4.9 Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Autres actifs financiers

Ces actifs correspondent d'une part à des dépôts de garantie, et d'autre part, au solde de trésorerie indisponible relatif au contrat de liquidité. A chaque date d'arrêté, le Groupe apprécie s'il existe un indice objectif de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une perte de valeur est comptabilisée.

Dépôts de garantie

Ils correspondent aux sommes versées dans le cadre de contrats locatifs simples (biens mobiliers et immobiliers). Ces actifs sont comptabilisés et évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Cependant, au vu de leurs caractéristiques, la valeur comptable correspond aux sommes versées initialement.

Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers sont évalués à leur juste valeur et correspondent au solde de liquidité indisponible relatif au contrat de liquidité mis en place en juillet 2009.

Titres auto-détenus

Les titres représentatifs du capital de StreamWIDE auto-détenus par le Groupe (dans le cadre du contrat de liquidité) sont enregistrés en diminution des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les cessions ultérieures sont imputées nettes d'effet d'impôt directement en capitaux propres et ne donnent lieu à l'enregistrement d'aucun résultat.

Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients proviennent des ventes de biens et services réalisées par le Groupe dans le cadre de son activité. Les autres débiteurs comprennent essentiellement des créances de nature

fiscale (comptes de TVA) et sociale. Ces actifs sont évalués et comptabilisés initialement à leur juste valeur puis évalués ultérieurement à leur coût amorti.

Une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il existe des indices objectifs indiquant que les montants dus ne pourront être recouverts, totalement ou partiellement.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les liquidités immédiatement disponibles (comptes courants bancaires) et les placements mobilisables ou cessibles à court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et supportant un risque négligeable de changement de valeur (comptes à terme).

Ces actifs sont valorisés à leur juste valeur (valeur de marché) et le solde global des variations de juste valeur est porté au compte de résultat (produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie).

Passifs financiers courants et non courants

Les passifs financiers ne sont composés que des découverts bancaires ponctuels.

Les emprunts et découverts bancaires portant intérêts sont comptabilisés initialement pour le montant de trésorerie reçue, net des coûts directs d'émission éventuels. Ultérieurement, ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les différences entre les montants reçus, nets des coûts directs d'émission éventuels, et les montants dus lors du règlement ou du remboursement sont amorties sur la durée de l'emprunt. Ces montants sont inscrits en coût de l'endettement financier brut dans le compte de résultat.

Au 31 décembre 2012, le Groupe n'utilise pas d'instruments composés, de produits dérivés d'instruments de couverture et ne recourt pas à des prêts ou emprunts, ni à des instruments de décomptabilisation.

Fournisseurs, dettes fiscales et sociales, autres créditeurs et produits constatés d'avance

Les dettes fiscales comprennent essentiellement des comptes de TVA. Les dettes sociales regroupent principalement les dettes de congés payés, intéressement des salariés, charges et cotisations sociales.

Les produits constatés d'avance sont de deux natures :

- *Exploitation* : ils correspondent aux quotes-parts de chiffre d'affaires déjà facturés mais non encore reconnus en résultat suite à des périodes de reconnaissance postérieures à la période clôturée (par exemple, maintenance réglée d'avance)
- *Fiscaux* : ils correspondent à la quote-part des Crédits d'Impôts Recherche imputable aux projets immobilisés. Ils sont repris en résultat au même rythme que les amortissements pratiqués sur les immobilisations incorporelles qui ont généré ces crédits d'impôt.

Ces dettes sont évaluées et comptabilisées initialement à leur juste valeur puis évaluées ultérieurement au coût amorti.

4.10 Avantages du personnel

Retraites

Les cotisations relatives aux régimes à cotisations définies sont inscrites en charges au fur et à mesure qu'elles sont appelées.

Les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées. Des évaluations ont lieu chaque année. Les calculs actuariels sont fournis par un expert indépendant.

Ces régimes ne sont pas financés et leur engagement fait l'objet d'un passif au bilan. Le principal régime concerne les indemnités de fin de carrière (indemnités de départ à la retraite).

Les écarts actuariels résultent principalement des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs des régimes à prestations définies. Ces écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat de la période. La charge opérationnelle comptabilisée au compte de résultat pour les régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés, les écarts actuariels ainsi que les effets de toute réduction ou liquidation de régime, le cas échéant.

Le coût financier correspondant à la charge de désactualisation de la provision est comptabilisé en autres produits et charges financiers si le montant est considéré comme significatif.

Les régimes à prestations définies au sein du Groupe n'ont pas subi, depuis la création du Groupe, de modifications générant un quelconque coût des services passés.

Autres avantages accordés aux salariés

Les dépenses engagées au titre du "Droit Individuel de Formation" constituent une charge de la période et ne donnent lieu à aucune provision mais mention est faite du volume d'heures à la clôture des exercices.

L'autre avantage à long terme pouvant être accordé par le Groupe concerne les médailles du travail. Au regard de l'âge moyen des salariés du Groupe, cet avantage n'est pas évalué.

Paiements fondés sur des actions

Conformément à la norme IFRS 2 "Paiements fondés sur des actions", les options d'achat ou de souscription d'actions ou les attributions d'actions gratuites portant sur le capital d'une des sociétés du Groupe, sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi.

S'agissant d'un plan d'actions dont le paiement s'effectue en actions, la norme IFRS 2 impose la comptabilisation d'une charge (en contrepartie des capitaux propres) au titre de la juste valeur de l'avantage accordé aux salariés.

Cette charge doit être reconnue dans les charges de personnel au fur et à mesure de la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires.

Au 31 décembre 2012, aucun plan de souscription d'actions, d'options d'achats ou d'attribution d'actions gratuites n'a cours au sein du Groupe.

4.11 Provisions et passifs éventuels

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation légale ou implicite actuelle vis-à-vis d'un tiers résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources représentative d'avantages économiques nécessaire pour éteindre l'obligation. Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation. Ces montants sont actualisés si l'effet est jugé significatif.

Dans le cas où ce passif n'est ni probable, ni évaluable avec fiabilité, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans ses engagements.

Les provisions constituées sont notamment destinées à couvrir les coûts probables que les procès ou litiges en cours, dont le fait générateur existe à la date de clôture de la période présentée, pourraient occasionner.

4.12 Charge d'impôts et impôts différés

La rubrique "charge d'impôts" intègre l'impôt exigible au titre de l'exercice et l'impôt différé inclus dans le résultat de la période.

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable à la suite des réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les dispositions fiscales en vigueur, et en retenant le taux voté ou quasi voté à la date de clôture de la période.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales, selon la méthode du report variable. Les taux utilisés sont les taux dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les montants ainsi déterminés ne sont pas actualisés.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à la clôture de chaque exercice et réévaluée ou réduite le cas échéant pour tenir compte des perspectives de bénéfice imposable permettant l'utilisation des actifs d'impôts différés.

La Contribution Economique Territoriale (CET), introduite par la Loi de Finances 2010 et réformant la Taxe professionnelle (TP), est composée de deux éléments : la Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). Le Groupe a considéré que ces deux taxes étaient des charges opérationnelles comme l'était auparavant la taxe professionnelle et non une charge d'impôts pour la CVAE.

4.13 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre d'actions en circulation de la période et de la période précédente présentée est calculé hors action d'autocontrôle. Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe ajusté des effets des éventuels instruments dilutifs par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice, ajusté, le cas échéant, de toutes actions ordinaires potentiellement dilutives.

5. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite d'utiliser et d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans les états financiers. Le Groupe révisé ses estimations régulièrement mais il est possible que les montants effectifs se révèlent ultérieurement différents des estimations et hypothèses retenues.

Les principales estimations et appréciations retenues sont inhérentes à :

- La détermination des provisions à long et court terme, compte tenu des aléas susceptibles d'affecter l'occurrence et les coûts des événements constituant le sous-jacent de la provision ;
- La répartition des montants courants et non courants relatifs aux produits fiscaux différés (crédits d'impôt recherche). Cette répartition tient compte d'une reprise sur 3 ans avec une partie courante correspondante donc au 1/3 du montant global. Le reprise effective en résultat pourrait être légèrement différente mais n'aurait aucun impact sur le montant global constaté.

6. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation retenu aux différentes périodes présentées est le suivant :

Société	Siège	% de contrôle		Méthode de consolidation
		12.2012	12.2011	
StreamWIDE SA	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS	-	-	Société mère
StreamWIDE ROMANIA	Str. Maior Racoteanu Ion, nr. 6 Sector 3 BUCURESTI	100	100	I.G.
StreamWIDE INC.	9 Polito Avenue Lyndhurst, NEW JERSEY 07017	100	100	I.G.
BEIJING STREAMWIDE TECHNOLOGY	1008, Cultural Plaza 10F.59 Zhong Guan Cun Street Hai Dian District BEIJING 100872	100	100	I.G.
StreamWIDE France SAS	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS	100	100	I.G.

StreamWIDE Romania a été créée en janvier 2006. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société est un centre de Recherche et de Développement exclusivement au profit du Groupe.

StreamWIDE Inc a été créée en juillet 2007. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Amérique (Nord et Sud). Elle participe également aux activités de Recherche et Développement du Groupe.

Beijing StreamWIDE Technology a été créée en septembre 2007. La société StreamWIDE en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Asie et elle participe de façon significative aux activités de Recherche et Développement du Groupe.

StreamWIDE France SAS a été créée le 29 juin 2011. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100%. Cette société a bénéficié, lors de sa création, d'un apport partiel d'actif effectué par StreamWIDE SA concernant son activité d'édition de logiciels applicatifs en France et en Europe.

7. Notes sur le compte de résultat consolidé

7.1 Chiffre d'affaires

En K€	31-déc-12	31-déc-11	Variation
Licences	8 213	7 274	939
Maintenance	2 689	2 351	338
Prestations de services	1 646	1 039	607
Ventes Tiers	2 014	796	1 218
TOTAL CA	14 562	11 460	3 102
Autres produits		9	-9
Subventions	4	3	1
Produits des activités ordinaires	4	12	-8

Dans un contexte économique 2012 difficile, le chiffre d'affaires annuel du Groupe augmente de 3,1 M€ (+27%). Toutes les catégories de revenus progressent en 2012. L'activité a bénéficié d'un effet de rattrapage sur la seconde partie de l'année, suite notamment aux déploiements de plusieurs contrats signés au cours du premier semestre 2012. Les revenus du second semestre 2012 sont de 9,1 M€ (+2,9 M€) soit une progression de +47% par rapport au second semestre 2011.

Les ventes de licences progressent de +13% suite à de nouveaux contrats significatifs déployés notamment dans les zones Amérique, Afrique et Moyen Orient. Ces différents nouveaux projets ont également généré de nombreuses prestations de services, ce qui explique la forte évolution de ces revenus (+58%).

Les revenus récurrents de maintenance augmentent de +14%. Ces revenus devraient continuer à croître en 2013, parallèlement au nombre toujours plus important de plateformes du Groupe en production dans le monde. Ils représentent 18% des revenus totaux fin 2012.

Enfin, les ventes tierces progressent de 1,2 M€ suite notamment à des licences tierces revendues dans le cadre d'un projet spécifique de migration de plateformes de messagerie vocale pour un client français (0,9 M€).

7.2 Charges de personnel

En K€	31-déc-12	31-déc-11	Variation
Salaires et traitements	3 909	3 025	884
Charges sociales	1 346	1 105	241
Avantages du personnel			0
TOTAL Charges de Personnel	5 255	4 130	1 125

	31-déc-12	31-déc-11	Variation
Cadres	132	118	14
Non Cadres		2	-2
TOTAL Effectif	132	120	12

Les coûts de certains salariés directement concernés et rattachés aux projets de développement sont activés au 31 décembre 2012, au même titre que sur les périodes antérieures. Le montant immobilisé au 31 décembre 2012 représente 2,6 M€, montant identique à celui constaté en 2011. Ces montants diminuent donc d'autant les charges de personnel "nettes" telles qu'elles apparaissent dans le compte de résultat consolidé annuel.

Les charges de personnel, retraitées de l'impact présenté ci-dessus, progressent sur la période de 1,1 M€. Cette augmentation provient de trois effets cumulés :

- *Effet change* : les variations de change entre les monnaies € / USD et CYN impactent négativement la masse salariale à hauteur d'environ 0,2 M€ ;
- *Effet volume* : la progression du nombre de salariés au sein du Groupe (+12 personnes en 2012) entraîne une augmentation de 0,3 M€ sur la période ;
- *Effet prix* : l'augmentation des salaires moyens en Chine notamment, et l'augmentation des commissions versées aux commerciaux (filiale US principalement) expliquent à hauteur de 0,6 M€ la progression globale de la masse salariale constatée en 2012. La progression des commissions versées doit être analysée au regard de la progression des revenus constatés en 2012.

Les effectifs français du Groupe restent stables sur la période (40 personnes). Ceux des autres filiales, et notamment aux USA, progressent afin de pouvoir supporter et accompagner la hausse d'activité. Enfin, en Tunisie, 3 salariés ont été engagés en 2012.

7.3 Autres charges externes

En K€	31-déc-12	31-déc-11	Variation
Achats de marchandises	1 643	747	896
Variations de stock	0	0	0
TOTAL ACHATS ET VAR. STOCKS	1 643	747	896
Achats études et prestations de services	111	124	-13
Achats non stockés de marchandises	97	48	49
Sous traitance	445	323	122
Locations et charges locatives	570	518	52
Entretiens, réparations et maintenance	38	38	0
Assurances	61	53	8
Commissions et honoraires	910	496	414
Publicités, exposition et insertions	257	192	65
Transports, déplacements et missions	618	649	-31
Affranchissements et télécoms	214	176	38
Redevances	8	25	-17
Autres	218	151	67
TOTAL CHARGES EXTERNES	3 546	2 793	753

L'augmentation des achats de marchandises provient essentiellement d'une acquisition de licences tierces pour le compte d'un client français du Groupe. En contrepartie, les ventes tierces progressent également sur la période (confère note 7.1 – Chiffre d'Affaires).

Les autres charges externes augmentent de 753 K€ sur la période suite notamment :

- à des frais de sous-traitance spécifiques : frais récurrents de sous-traitance informatique (licences informatiques acquises auprès de tiers) dans le cadre de la mise en production de nouvelles plateformes ;
- aux honoraires et commissions qui progressent de 414 K€ sur l'exercice : si les honoraires diminuent sur la période (-96 K€), les commissions sur ventes progressent fortement, notamment aux USA, suite aux développements des revenus constatés en 2012. Cette progression des commissions est donc inhérente à celle des revenus ;
- à des frais de publicité et d'exposition en progression sur l'exercice, notamment dans la zone Amérique où des investissements marketings et commerciaux ont été réalisés en 2012 ;
- à des frais spécifiques " autres charges externes " relatifs notamment aux recrutements effectués en Chine et en Roumanie.

Outre les charges directement liées au développement de l'activité, les autres dépenses restent stables, ce qui démontre la capacité du Groupe à maîtriser correctement ces coûts dans un contexte de croissance importante des revenus.

7.4 Dotations aux amortissements et aux provisions

En K€	31-déc-12	31-déc-11	Variation
Dotations aux amortissements incorporels	2 037	958	1 079
<i>dont frais de recherche et développement</i>	<i>1 995</i>	<i>943</i>	<i>1 052</i>
Dotations aux amortissements corporels	166	133	33
Dotations aux amortissements	2 203	1 091	1 112
Dotations aux provisions	53	52	1
Reprises de provisions	-40	-56	16
Dotations aux provisions	13	-4	17

Les amortissements des frais de recherche et développement progressent de 1,1 M€ sur la période, et ont donc pesé sur les résultats du Groupe en 2012. Ce pic s'explique par un effet temps. En effet, les frais de recherche et développement ne sont activés par le Groupe que depuis 2009, exercice au cours duquel le Groupe a développé des moyens internes d'identification, de suivi et d'analyse de ces coûts. Les amortissements des différents projets ainsi activés sont effectués de façon linéaire sur 3 ans, à partir de la date de mise en service des différents logiciels développés.

En 2009 et 2010, de nombreux logiciels étaient en cours de développement, ce qui a décalé d'autant leurs amortissements. Depuis les exercices 2011 et 2012, l'ensemble des développements du Groupe sont ainsi amortis en "année pleine", ce qui explique la progression constante des amortissements. Ces derniers ne devraient plus progresser de façon aussi significative dans les prochaines années dès lors que le Groupe continuera à activer un même montant (de l'ordre de 2,6 M€) chaque année et que le rythme de mise en service sera maintenu.

7.5 Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles

Les autres produits d'exploitation (640 K€ au 31 décembre 2012) correspondent à la comptabilisation en résultat d'une partie des crédits d'impôt recherche. Ces derniers sont comptabilisés dans leur totalité en produits différés sur l'exercice auquel ils se rattachent. Ils sont ensuite repris en résultat dès lors que les projets sous jacents, qu'ils permettent de financer, sont amortis. Le montant des reprises correspond à la quote part des crédits d'impôt recherche affectée aux projets amortis sur la période. La reprise en résultat se fait au même rythme et dans les mêmes proportions relatives que les amortissements constatés sur les différents projets concernés.

La progression des ces reprises de crédits d'impôt recherche doit être analysée au regard de la forte progression des amortissements des frais de recherche et développement constatée en 2012.

Les autres charges opérationnelles (355 K€ au 31 décembre 2012) correspondent à des coûts salariaux spécifiques suite à certains départs ayant eu lieu en 2012 (216 K€), et à certains honoraires non récurrents (139 K€). Ces coûts sont présentés en "autres charges opérationnelles" car ils sont suffisamment significatifs au regard des résultats du Groupe, et par nature, non récurrents.

7.6 Eléments financiers et exposition aux risques

En K€	31-déc-12	31-déc-11	Variation
Produits sur placements de trésorerie	33	36	-3
Coût financier brut	-25		
Coût financier net (produits nets)	8	36	-28
Gains de change	119	149	-30
Pertes de change	-200	-71	-129
Produits nets de cessions d'actifs			
TOTAL IMPACT FINANCIER	-73	114	-187

Les produits sur placement de trésorerie correspondent aux intérêts financiers reçus ou à recevoir générés sur les comptes à terme souscrits par le Groupe, exclusivement au niveau de la maison mère française. Ils restent stables sur la période au regard des flux de trésorerie nette générés par l'activité du Groupe.

Le coût financier brut provient de l'emprunt de 0,9 M€ souscrit auprès de HSBC en février 2012. Aucun coût n'était constaté auparavant car le Groupe ne portait aucune dette financière.

Les gains et pertes de change sont de deux natures distinctes : conversion de certains actifs / passifs en monnaies étrangères et résultat de change réalisé sur les transactions en monnaie étrangère (essentiellement US Dollar), enregistrées notamment par les sociétés françaises.

L'évolution du taux de change USD/€ sur la période a généré un impact net négatif de 81 K€ contre un gain net de 78 K€ en 2011. Le premier semestre 2012 a été positif alors que le second a vu la tendance s'inverser. L'impact net ressort négatif, mais peu significatif, sur les 12 mois de l'exercice.

Risque de change

Le groupe StreamWIDE exerce ses activités en France et à l'international et peut donc être conduit à effectuer des transactions dans diverses devises étrangères. Cependant, les flux les plus significatifs à date restent en euros, dans la mesure où la société mère et sa filiale française concentrent encore la majorité des transactions. Les autres devises utilisées au sein du Groupe (USD américain, CNY chinois et RON Roumain) résultent essentiellement de l'activité des filiales situées hors zone euro, et concernent pour la Chine et la Roumanie des transactions intra groupe. Par ailleurs, les éléments financiers relatifs à ces filiales ne sont pas significatifs au regard des montants constatés au niveau du Groupe dans son ensemble. Concernant le dollar américain, les flux entrants (facturation en dollars US de certains clients) deviennent plus importants que les flux sortants (coûts de fonctionnement de la filiale américaine) et cette tendance devrait se confirmer dans les prochains mois.

Le Groupe n'a pas encore mis en place d'instruments dérivés de couverture de change. Dès lors que les flux nets deviendront plus significatifs et que l'impact de change pourrait être potentiellement important, des instruments de couverture simples du type change à terme pourraient être souscrits par le Groupe pour se prémunir d'un risque de change impactant.

A date, les moyens mis en œuvre pour gérer le risque de change correspondent principalement à une surveillance régulière des cours de change ainsi qu'à une analyse des risques par la direction financière et générale.

L'exposition aux autres risques financiers (crédit, liquidité et taux) est présentée dans les notes sur l'état de la situation financière (8.5 "Stocks et actifs courants", 8.6 "Trésorerie et équivalent de trésorerie", 8.8 "Passifs financiers courant et non courants" et 8.10 "Autres passifs courants").

7.7 Charge d'impôts

La charge d'impôts est de 487 K€ au 31 décembre 2012 et se décompose comme suit :

En K€	31-déc-12	31-déc-11	Variation
Impôts exigibles	137	112	25
Impôts différés	350	707	-357
Total charge d'impôts	487	819	-332

Les variations et impacts liés aux impôts différés sont présentés dans la note 8.4 "Actifs et passifs d'impôts différés". La diminution importante de la charge d'impôts différés provient essentiellement de l'impact net des écritures d'amortissements des frais de recherche et développement. Pour rappel, l'impact net de ces écritures doit s'analyser au regard des éléments suivants :

- Valeur brutes des frais activés (2,6 M€ en 2012 contre 2,5 M€ en 2011)
- Amortissements pratiqués sur la période (2 M€ en 2012 contre 0,9 M€ en 2011)
- Reprise de CIR (0,6 M€ en 2012 contre 0,3 M€ en 2011)

En 2012, l'impact net résultat est donc un produit de 1,2 M€ contre un produit de 1,9 M€ en 2011. L'impact résultat reste positif mais diminue de 0,7 M€ en 2012, entraînant de fait une imposition différée moindre.

La preuve d'impôt s'établit comme suit aux 31 décembre 2012 et 31 décembre 2011 :

En K€	31-déc-12	31-déc-11
Résultat opérationnel	1 898	2 539
Coût de l'endettement financier net	8	36
Autres produits et charges financiers	-81	78
<i>Taux d'impôt théorique</i>	33,33%	33,33%
Impôt théorique	608	884
Impôt courant	137	112
Impôt différé	350	707
Impôt réel	487	819
<i>Taux d'impôt réel</i>	26,68%	30,87%
Ecart sur taux	-6,65%	-2,46%
Ecart sur impôt	-121	-65
<i>Détail</i>		
Déficits imputés dans l'exercice		
Déficits créés dans l'exercice	20	-36
Retenues à la source et autres crédits d'impôts	62	-3
Différences permanentes et autres éléments	-203	-26
	-121	-65

Le principal élément à retraiter fiscalement est la reprise de crédit d'impôt recherche en résultat. Cette reprise, qui impacte positivement le résultat comptable n'est pas à prendre en compte dans le résultat fiscal. De fait, elle crée une différence dans les bases d'impôts théoriques (déterminés sur les seuls résultats comptables) et réels. Au 31 décembre 2012, les reprises sont de 638 K€, générant un écart d'impôt de 213 K€.

Les retenues à la source (56 K€) et autres crédits d'impôts mécénat notamment (6 K€) créés également une différence entre l'impôt théorique (dans lequel ils ne sont pas retraités) et réels où ils génèrent une économie d'impôt.

Enfin, les déficits créés dans l'exercice concernent exclusivement l'établissement fiscal tunisien. Ses comptes sont repris dans ceux de StreamWIDE SA. La perte constatée diminue d'autant l'impôt théorique alors qu'elle n'est pas activée en consolidation.

Le solde des reports déficitaires propres à la société StreamWIDE SA (avant intégration fiscale) est de 1,45 M€ au 31 décembre 2012. Le résultat fiscal de l'ensemble des sociétés intégrées fiscalement étant positif au 31 décembre 2012, aucun report déficitaire n'a été généré depuis le début de l'intégration fiscale des sociétés françaises.

Aux Etats Unis, la filiale du Groupe générant un résultat fiscal positif en 2012, ce dernier est imputé sur les reports déficitaires existant (solde de 1,1 M€ fin 2012 contre 1,5 M€ à la clôture antérieure).

7.8 Résultat par action

Le calcul du résultat par action a été effectué sur la base du Résultat Net Part du Groupe de la période et :

- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période (résultat de base par action)
- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période, ajusté des effets de toutes actions ordinaires potentielles dilutives (résultat dilué par action).

Les calculs du nombre moyen pondéré d'actions et de nombre moyen dilué d'actions ordinaires sont les suivants :

Au 31 décembre 2011	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
Nombre pondéré d'actions ordinaires				2 666 715
Effet dilutif du plan d'attribution de bspce				
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires				2 666 715
Au 31 décembre 2012	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
31.12.2011	2 674 085	-6 150	2 667 935	444 453
31.01.2012		-451	2 667 484	444 641
28.02.2012		361	2 667 845	444 678
31.03.2012		221	2 668 066	444 515
30.04.2012		-975	2 667 091	444 524
31.05.2012		55	2 667 146	444 726
30.06.2012		1 207	2 668 353	
30.06.2012	2 674 085	-5 732	2 668 353	444 818
31.07.2012		556	2 668 909	444 706
31.08.2012		-675	2 668 234	444 703
30.09.2012		-15	2 668 219	444 569
31.10.2012		-803	2 667 416	444 829
30.11.2012		1 560	2 668 976	444 945
31.12.2012		696	2 669 672	
Nombre pondéré d'actions ordinaires				2 668 054
Effet dilutif du plan d'attribution de bspce				
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires				2 668 054

Aux 31 décembre 2012 et 31 décembre 2011, les résultats de base et dilué par action sont les suivants :

En K€	31-déc-12	31-déc-11	Variation
Résultat Net Part du Groupe	1337	1 834	-497
Effet net d'impôt des actions dilutives			
Résultat net Part du Groupe	1337	1 834	-497
<i>Nombre moyen pondéré d'actions</i>	<i>2 668 054</i>	<i>2 666 715</i>	<i>1 339</i>
Effet des actions ordinaires dilutives			
<i>Nombre moyen dilué d'actions</i>	<i>2 668 054</i>	<i>2 666 715</i>	<i>1 339</i>
Résultat de base par action (en €)	0,50	0,69	-0,19
Résultat dilué par action (en €)	0,50	0,69	-0,19

8. Notes sur l'état de la situation financière

8.1 Immobilisations incorporelles

En K€	31-déc-11	Acquisitions Dotations	Cessions Reprise	31-déc-12
Frais de développement	7 244	2 621		9 865
Concessions, brevets et licences	187	109		296
Autres immobilisations incorporelles	9			9
Valeurs brutes	7 440	2 730	0	10 170
Frais de développement	-1 373	-1 995		-3 368
Concessions, brevets et licences	-108	-40		-148
Autres immobilisations incorporelles	-4	-2		-6
Amortissements	-1 485	-2 037	0	-3 522
Valeurs nettes	5 955	693	0	6 648

Le Groupe s'est doté de moyens et d'outils performants de gestion lui permettant d'isoler et de valoriser de façon fiable ses différents projets de développement. Les frais de développement sont donc immobilisés, conformément à IAS 38 depuis l'exercice 2009.

Les montants ainsi activés au titre des exercices 2012 et 2011 sont les suivants :

En K€	31-déc-12	31-déc-11	Variation
Frais de développement activés	2 621	2 593	28
Amortissements de la période	-1 995	-943	-1 052
Frais de développement cumulés	9 865	7 244	2 621
Amortissements cumulés	-3 368	-1 373	-1 995
Valeur nette	6 497	5 871	626

Les frais de développement se rattachent aux différents logiciels conçus et développés par le Groupe. Ils comprennent principalement le coût salarial des chercheurs et ingénieurs du Groupe dédiés à la conception, au développement et à la réalisation des différents logiciels.

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe se composent de licences et de logiciels informatiques acquis.

8.2 Immobilisations corporelles

En K€	31-déc-11	Acquisitions	Cessions	31-déc-12
Installations techniques	44	2		46
Installations générales, matériel, bureau	1 141	177	169	1 149
Valeurs brutes	1 185	179	169	1 195
Installations techniques	-9	-5		-14
Installations générales, matériel, bureau	-773	-155	-169	-759
Amortissements	-782	-160	-169	-773
Valeurs nettes	403	19	0	422

Les immobilisations corporelles se composent essentiellement d'installations générales, de matériel informatique et de mobilier de bureau. Des mises au rebut ont été effectuées en 2012 en parallèle du renouvellement de certaines installations.

8.3 Autres actifs financiers

En K€	31-déc-11	Acquisitions	Cessions	31-déc-12
Dépôts de garantie	115	21	1	135
Autres actifs financiers non courants	128	15		143
Valeurs brutes	243	36	1	278
Amortissements / provisions	0			
Valeurs nettes	243	36	1	278

Les autres actifs financiers comprennent :

- des dépôts de garantie et cautions donnés dans le cadre des divers baux locatifs du Groupe pour les différents immeubles qu'il occupe en France, Roumanie, Chine et Etats Unis. L'augmentation provient de changements de locaux en Roumanie et aux Etats Unis (agrandissement des bureaux actuels) ;
- le solde du compte courant lié au contrat de liquidité, mis en place depuis juillet 2009 (128 K€ au 31 décembre 2011 et 143 K€ au 31 décembre 2012, suite aux mouvements réalisés sur la période).

8.4 Actifs et passifs d'impôts différés

(En K€)	Déficits fiscaux	Décalage temporaire	Ecritures de consolidation	Total
Valeur nette au 31 décembre 2011	1 085	57	-2 011	-869
Variations Actif	-136	10		-126
Variations Passif		5	-229	-224
Ecart sur taux	-8			-8
Valeur nette au 31 décembre 2012	941	72	-2 240	-1 227
<i>Impôts différés actifs</i>				<i>478</i>
<i>Impôts différés passifs</i>				<i>-1 705</i>

Le montant des actifs d'impôts sur déficits fiscaux (941 K€) se décompose comme suit au 31 décembre 2012 :

- sur déficits fiscaux français : 482 K€
- sur déficits fiscaux américains : 450 K€
- sur déficits fiscaux roumains : 9 K€

Concernant la société mère, celle-ci dispose de 1,45 M€ de reports déficitaires propres (avant intégration fiscale) au 31 décembre 2012, représentant 482 K€ d'actifs d'impôts différés, sans modification par rapport à l'exercice précédent.

La filiale américaine génère des résultats opérationnels et fiscaux positifs en 2012. Le résultat fiscal s'impute donc sur les reports déficitaires disponibles, ce qui explique la diminution des impôts différés actifs observée entre 2012 et 2011 (-150 K€). La croissance continue des revenus et la maîtrise des coûts futurs rendent très probable l'imputation de bénéfices fiscaux

futurs sur les reports déficitaires à fin 2012 (solde de 1,2 M€). Les impôts différés sous jacents sont donc inscrits en actifs non courants dans la situation financière annuelle (450 K€).

Au niveau de la seule société consolidante (StreamWIDE SA), le montant net cumulé de l'activation des frais de développement constatés en charges dans les comptes sociaux s'établit à 6.497 K€ au 31 décembre 2012, générant un montant net d'impôts différés passifs de 2.165 K€. Après prise en compte des impôts différés actifs de 482 K€ sur déficits fiscaux antérieurs, des impôts différés actifs issus des décalages temporaires (38 K€) et des impôts différés passifs sur les autres retraitements divers de consolidation (59 K€), la position nette (même entité fiscale) est un passif d'impôt différé de 1.705 K€ inscrit en passif non courant dans la situation financière au 31 décembre 2012 (confère note 8.10 "Autres passifs courants et non courants").

8.5 Actifs courants

En K€	31-déc-12	31-déc-11	Variation
Stocks et encours	0	0	0
Créances clients	8 754	6 375	2 379
Autres débiteurs	1 523	867	656
Actifs fiscaux	1 462	766	696
Total Net	11 739	8 008	3 731

Créances clients

Le détail des créances clients est le suivant aux 31 décembre 2012 et 31 décembre 2011 :

En K€	31-déc-11	Augmentation	Diminution	31-déc-12
Créances clients brutes	6 500	2 392		8 892
Pertes de valeur	-125	-13		-138
Créances clients nettes	6 375	2 379	0	8 754

En 2012, le chiffre d'affaires progresse de 3,1 M€. L'augmentation du poste client provient essentiellement d'un effet de saisonnalité car une partie significative du chiffre d'affaires annuel a été constaté à la fin du quatrième trimestre 2012. De facto, les créances relatives n'ont pas pu être recouvrées à la date de clôture annuelle.

Par ailleurs, de part l'activité du Groupe et la différence qui peut exister entre les jalons de facturations et les périodes auxquelles sont reconnus et se rapportent les revenus, des factures à établir significatives peuvent être constatées en clôture. Ces montants ne concernent que quelques factures provisionnées et clients identifiés.

Le détail des échéances des créances clients présenté ci-dessous démontre qu'il n'existe pas de risque significatif d'éventuelles pertes de valeur sur ces créances, puisque 97 % des créances sont non échues ou avec des échéances inférieures à 3 mois. Les encaissements constatés début 2013 (environ 3,4 M€ sur la période janvier-février 2013) confirment cette absence de risque significatif et le suivi efficace réalisé au sein du Groupe.

Balance Agée au 31 décembre 2011

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	6 340	6 156	76	108	
Créances douteuses brutes	160				160
Pertes de valeur	-125				-125
Créances clients nettes	6 375	6 156	76	108	35
		97%	1%	2%	1%

Balance Agée au 31 décembre 2012

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	8 732	5 861	2 597	274	
Créances douteuses brutes	160				160
Pertes de valeur	-138				-138
Créances clients nettes	8 754	5 861	2 597	274	22
		67%	30%	3%	0%

Les créances échues dont l'échéance est supérieure à 12 mois (160 K€) correspondent à des clients parfaitement identifiés, pour respectivement 58 K€ et 102 K€. La première créance a été provisionnée à hauteur de 75% (contre 50% en 2011) car le client a fait l'objet d'une restructuration, les créances ont été déclarées et pourraient être récupérées en partie dans les prochains mois. Une perte de valeur équivalente à 100% de la deuxième créance hors taxe a été constatée dès que le Groupe a eu connaissance des difficultés des clients concernés.

Les autres créances échues ne présentent pas de risque de défaillance significatif. Les principaux montants constitutifs de ces créances ont été recouverts dans leur totalité à la date d'arrêté des comptes annuels 2012.

Autres débiteurs

Les "autres débiteurs" comprennent essentiellement des créances fiscales (comptes de TVA pour 794 K€), des charges constatées d'avance pour 359 K€ et des avances faites à certains fournisseurs de matériels informatiques dans le cadre de projets futurs et non encore totalement facturées (269 K€).

L'augmentation importante du poste provient des avances effectuées (non récurrentes par nature) ainsi que de la TVA générée sur les refacturations intragroupes intervenant entre les sociétés françaises. Les TVA générées ne se neutralisent pas et restent dues par chaque entité. Le corolaire est un impact équivalent au niveau des dettes fiscales (confère note 8.10 "Autres passifs courants et non courants")

Actifs fiscaux

Les actifs fiscaux se composent principalement des crédits d'impôt recherche non encore remboursés par l'Etat. Au 31 décembre 2012, le solde de 1.462 K€ comprend le CIR 2012 (624 K€) ainsi qu'un montant de 706 K€ au titre du CIR 2011, dont le remboursement anticipé a été demandé, mais dont le remboursement n'est effectivement intervenu que le 9 janvier 2013.

De fait, les créances fiscales au 31 décembre 2012 comprennent deux années de crédits d'impôt recherche contre une seule habituellement, ce qui explique la variation du poste au 31 décembre 2012. Ce remboursement, décalé d'une année, impacte évidemment la trésorerie du Groupe fin 2012 (confère note 8.6 " Trésorerie et équivalents de trésorerie ").

Risque de crédit

Le risque de crédit du Groupe provient principalement des créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets des pertes de valeur éventuelles. De part l'activité du Groupe, les principaux clients sont connus, solvables et ne présentent pas de risques significatif de défaillance. Par ailleurs, des procédures mensuelles ont été établies afin de limiter le risque de non recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés.

Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2011

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	6 375	6 375		6 375	
Autres débiteurs	867	867		867	
Autres actifs fiscaux	766	766		766	
Equivalent de trésorerie	1 800	1 800	1 800		
Trésorerie	1 022	1 022	1 022		
Total créances nettes	10 830	10 830	2 822	8 008	0

Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2012

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	8 754	8 754		8 754	
Autres débiteurs	1 523	1 523		1 523	
Autres actifs fiscaux	1 462	1 462		1 462	
Equivalent de trésorerie	700	700	700		
Trésorerie	1 774	1 774	1 774		
Total créances nettes	14 213	14 213	2 474	11 739	0

Au cours de l'exercice 2012, les 3 clients les plus contributeurs aux revenus du Groupe ont généré un chiffre d'affaires cumulé de 5,1 M€, soit près de 35% du chiffre d'affaires annuel du Groupe en 2012. En 2011, 35% également du chiffre d'affaires annuel avait été généré par les 3 clients les plus contributeurs. A noter cependant que 2 clients sur les 3 plus importants en 2012 sont nouveaux par rapport à 2011.

8.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	31-déc-12	31-déc-11	Variation
Placements à terme	700	1 800	-1 100
Comptes courants bancaires	1 774	1 022	752
Total	2 474	2 822	-348

Les placements à terme sont composés exclusivement de comptes à terme souscrits auprès de la Société Générale pour 0,7 M€. D'autres comptes à terme sont utilisés en cours de période auprès de HSBC mais leur solde est nul au 31.12.2012. Ces comptes bénéficient d'une garantie de rendement et l'exposition du Groupe est très faible car ces placements sont totalement liquides.

Les comptes courants bancaires correspondent aux comptes de disponibilités du Groupe. Fin 2010, un compte courant rémunéré a été ouvert auprès de HSBC, principale banque du Groupe, en complément des comptes courants classiques et des placements à terme. Ce compte est toujours utilisé au 31 décembre 2012 et le sera toujours dans les mois prochains.

Le niveau de trésorerie brute du Groupe (avant prise en compte des dettes financières) atteint 2,5 M€ au 31 décembre 2012, en diminution de 0,3 M€ par rapport à la clôture annuelle 2011. Cette variation s'explique par :

- (i) des flux nets opérationnels positifs de 2,3 M€, en progression de 0,2 M€ sur la période, suite notamment à une variation contrôlée du BFR dans un contexte de croissance de revenus ;
- (ii) des flux nets d'investissements négatifs à hauteur de 2,9 M€, suite notamment aux investissements récurrents et stables effectués en recherche et développement. Ces investissements ne sont pas couverts, en 2012, par le remboursement du CIR puisque ce dernier n'est intervenu que début janvier 2013. Ces flux augmentent donc d'autant en 2012 par rapport à 2011, où ils s'établissaient à 2,3 M€ ;
- (iii) des flux nets de financements positifs à hauteur de 0,3 M€, suite à la souscription de l'emprunt HSBC en février 2012 (+0,8 M€ nets) et au versement d'un dividende (-0,5 M€) en juillet 2012.

Si le montant de 0,7 M€ de CIR 2011 avait été remboursé en 2012 comme attendu, la trésorerie du Groupe, toutes choses égales par ailleurs, aurait été en progression de 0,4 M€ à la clôture 2012.

Risque sur actions et autres placements

A ce jour, la politique du Groupe est de rémunérer ses excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 31 décembre 2012, des comptes à terme à rendement garanti sont utilisés à hauteur de 0,7 M€, ainsi qu'un compte courant rémunéré. Ce dernier présente un solde non significatif au 31 décembre 2012 mais il est, et sera, utilisé en cours de période pour rémunérer les excédents de trésorerie courante.

8.7 Capitaux propres

En K€	31-déc-12	31-déc-11	Variation
Capital social	267	267	0
Prime d'émission	5 285	5 285	0
Réserve légale	27	27	0
Résultats non distribués	6 172	5 359	813
Autres mouvements	-42	-53	11
Total	11 709	10 885	824

Le capital social de la société mère StreamWIDE SA est composé de 2 674 085 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,1 € chacune. Aucune modification n'est intervenue en 2012.

Les montants en "autres mouvements" correspondent à la valorisation au cours de transaction des actions de la société détenues dans le cadre du contrat de liquidité, mis en place en juillet 2009, conformément à la charte de déontologie de l'AFEI et souscrit auprès de la société Arkeon Finance.

Au 31 décembre 2012, le contrat est investi à hauteur de 4.413 actions de la société contre 6.150 au 31 décembre 2011, et présente un solde de liquidité de 143 K€ (confère note 8.3) contre 128 K€ au 31 décembre 2011. Au cours de l'exercice 2012, le nombre d'actions acquises dans le cadre du contrat s'est élevé à 5.034 actions (au cours moyen de 9,28 €), le nombre d'actions cédées à 6.771 (au cours moyen de 9,46 € pour un prix de revient moyen de 8,58 €). La plus value ainsi réalisée, inscrite en réserves consolidées, est de 6 K€.

Titres autodétenus

	31-déc-11	Acquisitions	Cessions	31-déc-12
En nombre d'actions	6 150	5 034	-6 771	4 413
En montants (€uro)	53 110	46 741	-58 126	41 725

La prime d'émission (5.285 K€) correspond à l'excédent du prix d'émission sur la valeur nominale des actions attribuées aux bénéficiaires lors de l'introduction en bourse du Groupe en novembre 2007.

Les résultats non distribués correspondent aux résultats consolidés cumulés après prise en compte des dividendes (535 K€), conformément aux résolutions adoptées par l'assemblée générale annuelle du 22 juin 2012 et mis en paiement le 6 juillet 2012. En ajoutant les réserves légales (27 K€) aux résultats non distribués (6.172 K€), le montant obtenu (6.199 K€) correspond bien aux montants indiqués dans le tableau de variation des capitaux propres, sous les rubriques "réserves et résultats consolidés" (6.258 K€), "gains et pertes directement en capitaux propres" (-61 K€) et "autres mouvements" (2 K€).

8.8 Passifs financiers courants et non courants

Passifs financiers non courants (en K€)	31-déc-12	31-déc-11	Variations
Emprunts bancaires	603	0	603
Total	603	0	603

Passifs financiers courants (en K€)	31-déc-12	31-déc-11	Variations
Emprunts bancaires	173	1	172
Total	173	1	172

Le 28 février 2012, le Groupe a souscrit un emprunt bancaire auprès de la banque HSBC d'un montant de 900 K€, sur une durée de 5 ans au taux fixe annuel de 3,5%.

Au 31 décembre 2012, le solde de l'emprunt (intérêts et capital restant dus) est de 776 K€. La partie non courante (603 K€) correspond à la part moyen terme de l'emprunt (échéances supérieures à 12 mois) et la partie courante (173 K€) correspond, quant à elle, aux échéances court terme, inférieures à 12 mois.

Cet emprunt pourrait être remboursé, totalement ou partiellement avant son terme. Il est assorti de ratios financiers à respecter, qui se résument comme suit (confère note 9.2 Engagements hors bilan) :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes non courantes (moyen – long terme) < 60% des fonds propres
- dettes non courantes (moyen – long terme) < 2 * capacité d'autofinancement avant impôts société

Ces ratios sont calculés sur les données consolidées annuelles du Groupe et sont tous respectés au 31 décembre 2012.

Risque de taux

La nature fixe du taux d'intérêt annuel supporté sur l'emprunt bancaire n'implique aucun risque de taux spécifique pour le Groupe.

8.9 Provisions

Provisions Non Courantes (en K€)	31-déc-12	31-déc-11	Variations
Avantages du personnel	76	44	32
Total Provisions	76	44	32
Provisions Courantes (en K€)	31-déc-12	31-déc-11	Variations
Litiges sociaux	15	55	-40
Total Provisions	15	55	-40

Les variations des provisions constatées au cours des périodes présentées se détaillent comme suit, par nature de provisions :

En K€	PIDR	Litiges
Au 31 décembre 2011	44	55
Dotations	32	
Utilisations		40
Reprises sans objet		
Au 31 décembre 2012	76	15

Les provisions pour litiges sociaux concernent une procédure en cours (15 K€). Les échéances et les montants provisionnés sont appréhendés en fonction du degré d'avancement des procédures et des risques estimés.

Les avantages du personnel concernent exclusivement les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite des salariés.

Avantages du personnel

Les principaux régimes post emploi concernent les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite du salarié. Les droits au titre de ce régime sont définis par la Convention Collective Nationale des Bureaux d'Etudes Techniques, Cabinets d'Ingénieurs-Conseils, Sociétés de Conseil (Syntec). Les principales hypothèses actuarielles retenues par le Groupe pour évaluer la valeur totale des engagements sont les suivantes :

(en K€)	31-déc-12	31-déc-11
Taux d'actualisation	2,70%	4,00%
Taux de turn over moyen	8,60%	8,60%
Taux de revalorisation des salaires	3,00%	3,00%

A noter qu'au 31 décembre 2012, les taux de turn over moyens utilisés restent très faibles (10,9% et 6,3% pour respectivement des âges de 30 et 40 ans, correspondant à la majorité des

tranches d'âge moyen de l'effectif actuel du Groupe) mais correspondent cependant aux hypothèses hautes à retenir dans le calcul actuariel de l'engagement.

Les autres hypothèses retenues concernent le type de départ en retraite (à l'initiative du salarié), l'âge de départ à la retraite (67 ans), le taux de charges sociales patronales (45%) et la table de mortalité (INSEE 2011).

La variation de la provision pour indemnités de fin de carrière à verser est la suivante sur les périodes présentées :

(en K€)	31-déc-12
Au 31 décembre 2011	44
Coûts des services rendus	10
Coût de l'actualisation	2
Gains et pertes actuariels	20
Au 31 décembre 2012	76

La variation de l'engagement au cours de l'exercice 2012 s'élève donc à 32 K€. Cet impact est comptabilisé dans le résultat opérationnel du Groupe au sein des charges de personnel.

Le coût de l'actualisation est conservé en résultat opérationnel (et n'est donc pas isolé dans les charges / produits financiers) car il est considéré comme non significatif.

Les gains et pertes actuariels sont comptabilisés directement en résultat et sont relativement significatifs en 2012 (au regard du montant global de la provision) suite à l'évolution du taux retenu fin 2012 (2,7% contre 4% auparavant).

Autres avantages du personnel

Aucun autre avantage du personnel n'existe au sein du Groupe au 31 décembre 2012.

8.10 Autres passifs courants et non courants

(en K€)	31-déc-12	31-déc-11	Variations
Produits fiscaux différés non courants	1 190	1 200	-10
Produits fiscaux différés courants	595	600	-5
Passifs d'impôts différés	1 706	1 481	225
Fournisseurs et autres créditeurs	2 110	1 257	853
Dettes sociales	837	730	107
Dettes fiscales	1 158	700	458
Produits constatés d'avance	1 868	1 090	778
Total autres passifs	9 464	7 058	2 406

La juste valeur des dettes fournisseurs et autres créditeurs est équivalente à leur valeur comptable compte tenu des échéances à court terme de ces dettes. Par ailleurs, la valeur des montants versés et encaissés en contrepartie des produits différés et constatés d'avance correspond aux valeurs des passifs constatés.

Les produits fiscaux différés correspondent aux crédits d'impôt recherche considérés par le Groupe comme des produits différés, repris en résultat au même rythme que les amortissements constatés sur les actifs incorporels immobilisés. La règle d'amortissement retenue par le Groupe depuis 2009 est un amortissement linéaire sur 3 ou 5 ans des différents projets logiciels, dès leur mise en service. Les produits différés fiscaux courants correspondent donc à 1/3 du montant global des crédits d'impôt recherche (avec une reprise en résultat à horizon des 12 prochains mois), et les non courants à 2/3 (avec une reprise en résultat à horizon des 12/36 prochains mois).

Au 31 décembre 2011, le solde de 1.800 K€ était composé comme suit :

- au titre de l'exercice 2009 :	349 K€
- au titre de l'exercice 2010 :	745 K€
- au titre de l'exercice 2011 :	706 K€

Suite aux amortissements constatés en 2012, une reprise de CIR à hauteur de 638 K€ a été enregistrée en contrepartie (confère note 7.5). Cette reprise vient donc solder le CIR au titre de 2009 et diminue le solde au titre de 2010 de 289 K€.

Le montant global et cumulé des crédits d'impôt recherche différés au 31 décembre 2012 est de 1.785 K€ et correspond donc aux crédits d'impôt recherche suivants :

- au titre de l'exercice 2010 :	455 K€
- au titre de l'exercice 2011 :	706 K€
- au titre de l'exercice 2012 :	624 K€

Les passifs d'impôts différés, considérés comme non courants, ressortent à 1.706 K€ au 31 décembre 2012 (confère note 8.4 " Actifs et passifs d'impôts différés ").

L'augmentation du poste *fournisseurs et autres créditeurs* s'explique essentiellement par une dette non récurrente et spécifique envers un fournisseur de licences tiers, revendues dans le cadre d'un projet avec un client français. L'échéancier de paiement négocié prévoyait un paiement échelonné dans le temps avec un deuxième paiement (après le premier réalisé en juillet 2012) en janvier 2013, qui a été réalisé conformément aux conditions obtenues du fournisseur.

Les dettes sociales concernent principalement les cotisations envers les différents organismes sociaux, dues au titre du quatrième trimestre 2012, et ont été réglées en janvier 2013. Leur évolution est parallèle à celle des effectifs du Groupe sur la période concernée.

Les dettes fiscales se composent essentiellement des comptes de TVA. Leur progression s'explique par les écritures intragroupes entre les entités françaises, plus importantes en 2012 qu'en 2011. Ces écritures génèrent des dettes de TVA qui restent dues par chaque entité. Le corolaire est une augmentation similaire des créances fiscales (confère note 8.5 " Stocks et actifs courants ").

Les produits constatés d'avance proviennent essentiellement du cycle opérationnel du Groupe. Les décalages existants entre les jalons de facturation de certains contrats et les prestations sous jacentes impliquent des écritures de régularisation en clôture de période et/ou d'exercice. Leur évolution n'est donc pas forcément corrélée à celle du chiffre d'affaires global. Elle s'explique uniquement par la nature et la facturation de certaines commandes. Au 31 décembre 2012, deux projets significatifs ont été facturés en avance de phase, sans que les revenus ne puissent encore être reconnus (swap en cours chez un opérateur français et projet de plateforme prépayé chez un opérateur nord-américain). Ces deux factures ont d'ailleurs été réglées début 2013.

Risque de liquidité

Au 31 décembre 2012, le Groupe dispose d'une solide situation de trésorerie lui permettant de couvrir le cycle de financement de l'activité.

Le risque de liquidité s'analyse comme le risque que le Groupe encourt s'il n'est pas en mesure d'honorer ses dettes à leur date d'échéance. Afin de gérer ce risque de trésorerie, le Groupe a mis en place un suivi mensuel de sa trésorerie et une gestion prévisionnelle de ses besoins de financement, afin de contrôler son entière capacité à honorer ses passifs exigibles.

L'exposition maximale au risque de liquidité aux 31 décembre 2012 et 31 décembre 2011 est la suivante :

Décomposition du risque de liquidité au 31 décembre 2011

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Fournisseurs et autres créd.	1 257	1 257		1 257	
Dettes fiscales et sociales	1 430	1 430		1 430	
Produits différés CT/MT	4 371	4 371		4 371	
Total créances nettes	7 058	7 058	0	7 058	0

Décomposition du risque de liquidité au 31 décembre 2012

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Fournisseurs et autres créd.	2 110	2 110		2 110	
Dettes fiscales et sociales	1 995	1 995		1 995	
Produits différés CT/MT	5 359	5 359		5 359	
Total créances nettes	9 464	9 464	0	9 464	0

A noter que seules les dettes d'exploitation (fournisseurs et autres créditeurs), les dettes fiscales et les dettes sociales donnent lieu à des décaissements de trésorerie réels. Les produits différés CT/MT, de part leur nature, ne peuvent donner lieu à de quelconques décaissements.

9. Autres informations

9.1 Informations sectorielles

Le Groupe, spécialisé dans l'édition de logiciels, n'opère ses activités que dans un seul secteur : il conçoit, produit, commercialise et assure la maintenance d'un ensemble de logiciels de services à valeur ajoutées à l'adresse des opérateurs de télécommunications fixes et mobiles du monde entier.

En conséquence, le Groupe ne distingue pas, dans son reporting financier et dans son mode d'organisation interne, de secteurs d'activité. Les prestations de services et la maintenance ne pouvant être séparés et analysés en dehors de la vente de logiciels, elles font partie intégrante du secteur unique dans lequel le Groupe intervient et réalise ses ventes.

Le Groupe distingue cependant plusieurs zones géographiques, eu égard à son organisation interne (notamment au niveau du service commercial) et à son analyse des différents marchés locaux qu'il adresse. Outre une distinction France / Export que le Groupe utilise dans sa communication relative au chiffre d'affaires, différentes zones géographiques, plus fines et plus précises, peuvent être retenues au niveau du chiffre d'affaires. Les données relatives aux exercices 2012 et 2011 sont présentées ci-dessous.

(en K€)	31-déc-12	31-déc-11	Variations
CA France	3 754	4 286	-532
CA Export	10 808	7 174	3 634
<i>dont Europe</i>	1 660	1 190	470
<i>dont Amériques</i>	4 216	1 685	2 531
<i>dont Afrique</i>	2 600	967	1 633
<i>dont Moyen Orient</i>	886	111	775
<i>dont Russie</i>	101	275	-174
<i>dont Asie - Pacifique</i>	1 346	2 946	-1 600
TOTAL CA	14 562	11 460	3 102

Le chiffre d'affaires "France" diminue légèrement sur la période (-0,5 M€), dans un marché plus mature que les différents marchés émergents adressés par ailleurs. Pour rappel, des revenus significatifs de licences avaient été enregistrés en 2011 et ne sont pas, par nature, récurrents en 2012.

Le chiffre d'affaires "Export" progresse quant à lui de 3,6 M€. Cette hausse provient essentiellement des zones "Amérique" et "Afrique", bien que les zones "Europe" et "Moyen Orient" progressent également de façon importante :

- (i) Progression des revenus en Europe (+0,5 M€), notamment en Angleterre, où une augmentation des bases installées chez certains clients a été constaté en 2012, impliquant ainsi des ventes de licences complémentaires ;
- (ii) Forte progression des revenus en Amérique (+2,5 M€) suite à un portefeuille clients en constante évolution, notamment en Amérique du Sud où le Groupe a conclu sa plus importante commande unitaire depuis sa création ;
- (iii) Progression des revenus de la zone EMEA (Moyen Orient, Afrique) ((+2,4 M€) suite à de nouveaux marchés importants, aussi bien en termes de clients adressés que de solutions vendues ;

- (iv) Diminution des revenus Asie (-1,6 M€) provenant du distributeur chinois avec lequel le Groupe travaille, après une année 2011 marquée par de très nombreuses commandes.

Concernant les actifs, passifs, amortissements, investissements et résultats opérationnels par secteurs géographiques, ces derniers ne sont pas présentés dans la présente note car cette information n'est pas pertinente pour la compréhension de l'activité du Groupe.

9.2 Engagements hors bilan

Au 31 décembre 2012, le Groupe n'a reçu aucun engagement hors bilan.

Au cours du premier semestre 2012, le Groupe a souscrit un emprunt bancaire de 900 K€ auprès de la banque HSBC, d'une durée de 5 ans et au taux fixe annuel de 3,5% (confère note 8.8 "Passifs financiers courants et non courants"). Un nantissement du fonds de commerce a été émis au profit de la banque HSBC en garantie de cet emprunt.

Cet emprunt s'assortit également de clauses et de ratios financiers à respecter (covenants), calculés sur les données consolidées annuelles du Groupe :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes moyen – long terme < 60% des fonds propres
- dettes moyen – long terme < 2 * capacité d'autofinancement avant impôts société

Ces ratios sont tous respectés au 31 décembre 2012.

Par ailleurs, des conditions de détention du capital et des droits de vote accompagnent également ces ratios financiers :

- détention de 34% minimum du capital social ou des droits de vote par, conjointement, Messieurs Pascal Beglin (Pdg) et Lilian Gaichies (Dgd).

Cette condition est également respectée au 31 décembre 2012 (détention cumulée de 72,32% du capital social et de 65,95% des droits de vote).

Enfin, des cautions bancaires ont été émises en faveur de quatre clients étrangers du Groupe, dans le cadre de garantie de bonne fin et de paiement. Le développement de l'activité en zones Afriques – Moyen Orient implique la mise en œuvre plus régulière de cautions ou garanties bancaires, limitées dans leur montant et leur durée de validité (120 jours maximum). Les montants sont les suivants :

- (i) 15 K€, 100 KTND (soit 49 K€ en équivalent euros au 31 décembre 2012) et 20 KTND (soit 9,8 K€ en équivalent euros au 31 décembre 2012) ;
- (ii) 7 KJOD (soit 7 K€ en équivalent euros au 31 décembre 2012) ;
- (iii) 1.230 KEGP (soit 148 K€ en équivalent euros au 31 décembre 2012) ;
- (iv) 630 KUSD (soit 477 K€ en équivalent euros au 31 décembre 2012)

9.3 Transactions entre parties liées

Les relations entre la société mère StreamWIDE SA et ses différentes filiales sont des relations classiques entre une société mère et des filiales opérationnelles. Aussi, certains services communs au Groupe (notamment travaux de recherche et développement) et effectués par les filiales sont refacturés à la société mère qui centralise l'ensemble des coûts de développement des différents projets. En contrepartie, la société mère refacture différents services aux filiales, notamment la société française, StreamWIDE France (management fees, locations et royalties). Ces refacturations sont effectuées aux conditions de marché et sont éliminées en consolidation. Aucune autre relation ou opération significative avec des parties liées au Groupe n'a été recensée au cours des périodes concernées.

9.4 Rémunération des dirigeants

La rémunération brute versée aux mandataires sociaux au titre de l'exercice 2012 s'élève à 259.955 € bruts. Cette rémunération a été versée à hauteur de 184.677 € bruts par StreamWIDE SA et à hauteur de 74.978 € bruts par la filiale américaine StreamWIDE INC.

Au titre de l'exercice 2011, la rémunération brute des mandataires sociaux s'élevait à 213.385 € (rémunération totale incluant les versements de la société française et de la société américaine).

Aucun autre engagement n'a été contracté au profit des mandataires sociaux.

9.5 Honoraires du commissaire aux comptes

Au titre de l'exercice 2012, les honoraires pour l'ensemble des sociétés du Groupe s'élèvent à 55 K€. Ces honoraires correspondent à la mission légale du commissaire aux comptes.

9.6 Evénements importants survenus depuis la date de clôture

Aucun évènement post clôture significatif n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'examen des comptes consolidés annuels arrêtés au 31 décembre 2012.

StreamWIDE SA – Comptes statutaires annuels au 31 décembre 2012

• **Bilan aux 31 décembre 2012 et 31 décembre 2011**

(En K€)	31-déc.-12	31-déc.-11	31-déc.-12	31-déc.-11	
Immobilisations incorporelles	5	3	267	267	Capital social
Immobilisations corporelles	99	90	5 312	5 312	Réserves
Immobilisations financières	5 105	4 737	2 601	3 236	Report à nouveau
				2	Provisions réglementées
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	5 209	4 830	8 180	8 817	TOTAL CAPITAUX PROPRES
Stocks			54	41	Provisions
Créances clients	6 889	4 808	813	35	Emprunts et dettes fi.
Autres créances	1 664	971	1 078	1 106	Dettes fournisseurs
			823	573	Dettes fiscales et sociales
Valeurs mobilières de placement	42	53	4 025	2 316	Autres dettes
Trésorerie	1 745	2 551	525	212	Produits constatés d'avance
			51	113	Ecart de conversion passif
TOTAL ACTIF CIRCULANT	10 340	8 383	7 369	4 396	TOTAL DETTES
TOTAL ACTIF	15 549	13 213	15 549	13 213	TOTAL PASSIF

• **Compte de résultat 2012 et 2011**

(En K€)	2012	2011
Ventes de services	4 249	7 604
Ventes de marchandises	60	574
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	4 309	8 178
Autres produits	2 188	788
Achats de marchandises	42	401
Variation de stocks		
Charges externes	5 530	5 190
Impôts et taxes	69	140
Charges de personnel	1 352	2 467
Dotations aux amortissements	46	53
Dotations aux provisions	16	10
Autres charges	32	21
RESULTAT D'EXPLOITATION	-590	684
Produits financiers	111	119
Charges financières	208	47
RESULTAT FINANCIER	-97	72
Produits exceptionnels	1	104
Charges exceptionnelles	109	166
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-108	-62
Impôts sur les bénéfices	-693	-535
RESULTAT NET	-102	1 229

Annexes aux comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012

Les notes et tableaux de la présente annexe font partie intégrante des comptes annuels. L'exercice social, d'une durée de 12 mois, couvre la période du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012.

- Total du bilan :	15 549 186 €
- Résultat net (perte) :	- 101 885 €

1. GENERALITES

1.1 Présentation de l'activité

La société StreamWIDE SA a démarré son exploitation le 25 janvier 2001. Elle a pour activité principale l'édition de logiciels destinés aux opérateurs télécoms fixes ou mobiles, aux fournisseurs d'accès Internet et aux fournisseurs de contenus à valeur ajoutée. Ces logiciels fonctionnent sur des serveurs standards et permettent aux clients de fournir à leurs abonnés des services à valeur ajoutée dans le domaine de la téléphonie et de la vidéo téléphonie.

La société a été admise sur le marché Alternext Paris de NYSE Euronext le 16 novembre 2007.

1.2 Evènements significatifs de la période

On rappelle que l'exercice 2011 a été marqué par la réorganisation opérationnelle et juridique du groupe StreamWIDE.

La société StreamWIDE France, entièrement détenue par StreamWIDE SA, a été créée en juin 2011 afin d'y transférer l'activité de commercialisation des logiciels sur les marchés français et européens.

A cet effet un apport partiel d'actif a été réalisé par StreamWIDE SA à StreamWIDE France, avec effet au 1^{er} juillet 2011, pour une valeur d'actif net de 3 050 418 €.

En raison de cette opération, les comptes annuels clos au 31 décembre 2012 (12 mois d'activité) ne sont pas comparables avec les comptes annuels clos le 31 décembre 2011 (six mois d'activité).

L'assemblée générale du 22 juin 2012 a décidé une distribution de dividendes pour un montant global de 534 817 €, soit 0,20 € par action. Pour mémoire, le dividende par action au titre de l'exercice précédent était de 0,19 €.

La société StreamWIDE SA a opté, à compter du 1^{er} janvier 2012, pour le régime de l'intégration fiscale avec sa filiale StreamWIDE France, détenue à 100%.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été élaborés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont notamment été respectées :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celle des coûts historiques.

2.1 Changement de méthode

Aucun changement de méthode n'est survenu au cours de l'exercice.

2.2 Traitement comptable des frais d'augmentation du capital

Les frais d'augmentation du capital sont imputés sur le montant des primes d'émission afférentes à l'augmentation à laquelle ils sont liés (Code du commerce article L 232-9).

2.3 Immobilisations incorporelles et corporelles

a) Concessions, brevets, licences, logiciels, droits et valeurs similaires :

Le poste "Concessions, brevets, licences, logiciels, droits et valeurs similaires" est principalement constitué de licences de logiciels acquises. Leur dépréciation est constatée par voie d'amortissements linéaires en fonction de leur durée d'utilisation estimée à un an.

b) Frais de recherche et développement

En application des règles relatives aux actifs, les coûts de développement doivent, selon la méthode préférentielle, être immobilisés lorsqu'ils se rapportent à des projets nettement individualisés, ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale et qu'ils respectent les critères listés par la réglementation.

La société n'applique pas la méthode préférentielle. Elle comptabilise les coûts de développement dans les charges de l'exercice.

c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur prix d'acquisition majoré des frais accessoires nécessaires à leur mise en état d'utilisation.

Leur dépréciation est constatée par voie d'amortissements linéaires, en fonction de leur durée d'utilisation estimée.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- Installations techniques : 10 ans
- Agencements : 10 ans
- Matériel de bureau et informatique : 3 ans
- Mobilier : 10 ans

La société applique un amortissement fiscal dégressif de 3 ans sur le matériel informatique acquis antérieurement à 2010. A ce titre, elle enregistre des amortissements dérogatoires.

d) Option fiscale

Les frais d'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles, représentatifs de droits de mutation, d'honoraires, de commissions, et frais d'actes sont comptabilisés directement en charges.

2.4 Immobilisations financières

Les titres immobilisés sont valorisés au prix d'acquisition et sont éventuellement dépréciés compte tenu de l'utilité que les participations présentent pour la société, ou de leur valeur probable de négociation.

Option fiscale

Les frais d'acquisition d'immobilisations financières, représentatifs de droits de mutation, d'honoraires, de commissions, et frais d'actes sont comptabilisés directement en charges.

2.5 Stocks de marchandises

Les stocks de marchandises sont évalués à leur prix d'achat selon la méthode du premier entré / premier sorti.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.6 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances sont, le cas échéant, ramenées à leur valeur probable de réalisation par voie de dépréciation en fonction des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

2.7 Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées pour couvrir des risques nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus rendent probables et qui ont pu être estimés de manière fiable.

2.8 Reconnaissance du chiffre d'affaires

a) Redevances sur logiciels

Les revenus liés à la cession ou la concession de droits d'accès à la plate-forme StreamWIDE à des opérateurs de téléphonie ou à des fournisseurs d'accès Internet sont comptabilisés à la date de mise à disposition par StreamWIDE des moyens d'accès (licences d'utilisation).

b) Prestations de services et de conseil

Les prestations de conseils et de services (y compris celles relatives à l'installation des logiciels), autres que la maintenance, sont comptabilisées à l'achèvement. Les prestations de maintenance sont comptabilisées prorata temporis en fonction de la période couverte par les prestations.

Le chiffre d'affaires relatif à des prestations réalisées, acceptées et non encore facturées est comptabilisé en factures à établir. Inversement, la fraction de chiffre d'affaires facturée à la clôture de l'exercice et correspondant à une période ultérieure à la date de clôture, est porté au passif du bilan sous la rubrique "Produits constatés d'avance".

c) Ventes de marchandises

Le chiffre d'affaires est enregistré dans le compte de résultat lors du transfert de propriété.

2.9 Résultat exceptionnel

Les éléments exceptionnels sont les produits et charges qui résultent d'évènements ou d'opérations clairement distincts des activités de l'entreprise, et qui ne sont pas sensés se reproduire de manière fréquente et régulière.

2.10 Indemnité de départ en retraite

Les modalités de détermination de ces indemnités sont les suivantes :

- Utilisation de la méthode des droits projetés ;
- Age de départ en retraite retenu : 67 ans ;
- Application d'un taux de turn over fort dégressif selon l'âge ;
- Application d'un taux de progression des salaires de 3 % l'an ;
- Actualisation au taux de 2,7% ;
- Utilisation de la table de mortalité INSEE 2011 ;
- Application de la convention collective "Bureaux d'études techniques".

La formule de calcul est la suivante :

Droits acquis par le salarié (x) probabilité pour l'entreprise de verser ces droits (x) actualisation (x) coefficient de charges sociales.

Le calcul des droits acquis par le salarié correspond à : pourcentage du salaire annuel brut estimé en fin de carrière, en fonction de l'ancienneté finale.

La probabilité pour l'entreprise de verser les droits s'établit comme suit : probabilité de rester en vie (x) probabilité de rester dans l'entreprise.

L'indemnité de fin de carrière est appréciée pour toutes les personnes bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée, présentes à la clôture de l'exercice.

L'engagement de la société, ainsi déterminé, s'élève à 38 841 € au 31 décembre 2012, contre 22 895 € au 31 décembre 2011. Il est comptabilisé en provision pour charges.

2.11 Conversion des comptes de l'établissement stable en Tunisie

Les comptes de l'établissement stable tunisien sont intégrés dans les comptes de la société et convertis selon la méthode dite du cours de clôture :

- Conversion du bilan (à l'exception du compte de liaison) : Cours de clôture.
- Conversion du compte de résultat : Cours moyen.
- Conversion du compte de liaison : Cours historique.

L'écart de conversion qui en résulte est comptabilisé dans les capitaux propres au poste "report à nouveau" dans un sous compte "Ecart de conversion".

2.12 Intégration fiscale

La société a opté avec sa filiale StreamWIDE France pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1^{er} janvier 2012.

L'économie d'impôt, ou la charge d'impôt supplémentaire, égales à la différence entre la somme des impôts qui auraient dû être versés par chacune des sociétés du groupe, si elles avaient payé elles mêmes leur impôt, et l'impôt versé en raison du résultat d'ensemble, constitue pour la société tête du groupe fiscal (StreamWIDE SA) un profit ou une charge enregistrés au poste "Impôts sur les bénéfices".

3. COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS ET AUTRES INFORMATIONS

3.1 Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes

<u>En €</u>	<u>31/12/2011</u>	<u>Augmentations</u>	<u>Diminutions</u>	<u>31/12/2012</u>
Logiciels	101 604	10 916		112 520
Total	101 604	10 916	0	112 520

Amortissements

<u>En €</u>	<u>31/12/2011</u>	<u>Dotations</u>	<u>Diminutions</u>	<u>31/12/2012</u>
Logiciels	98 604	8 727		107 331
Total	98 604	8 727	0	107 331

Valeurs nettes

En €	31/12/2011	31/12/2012
Logiciels	3 000	5 189
Total	3 000	5 189

3.2 Immobilisations corporelles

Valeurs brutes

En €	31/12/2011	Augmentations	Diminutions	31/12/2012
Installations techniques	44 181	1 543		45 724
Agencements	74 428			74 428
Matériel de bureau et informatique	118 317	30 856	70 583	78 590
Mobilier	9 513			9 513
Total	246 439	32 399	70 583	208 255

Amortissements

En €	31/12/2011	Dotations	Diminutions	31/12/2012
Installations techniques	9 415	4 426		13 841
Agencements	32 060	7 443		39 503
Matériel de bureau et informatique	108 416	10 544	70 583	48 377
Mobilier	6 731	951		7 682
Total	156 622	23 364	70 583	109 403

Valeurs nettes

En €	31/12/2011	31/12/2012
Installations techniques	34 765	31 883
Agencements	42 368	34 925
Matériel de bureau et informatique	9 901	30 213
Mobilier	2 781	1 830
Total	89 815	98 851

3.3 Tableau des filiales et participations

Filiales	Pays	Pourcentage de détention	31/12/2012		31/12/2011	
			Valeur brute des titres	Valeur nette des titres	Valeur brute des titres	Valeur nette des titres
Streamwide Romania	Roumanie	100,00%	40 000	40 000	40 000	40 000
Beijing Streamwide	Chine	100,00%	213 275	213 275	213 275	213 275
Streamwide Inc	Etat-Unis	100,00%	1	1	1	1
Streamwide France	France	100,00%	3 050 518	3 050 018	3050518	3050518
Total			3 303 794	3 303 294	3 303 794	3 303 794

Les titres de participation et les comptes courants des filiales ne sont pas dépréciés, aucune perte de valeur n'ayant été identifiée.

Les informations relatives aux filiales sont les suivantes :

Dernier exercice clos (en €)	Streamwide Romania	Beijing Streamwide	Streamwide Inc	Streamwide France
Capital	40 000	213 275	1	3 050 518
Capitaux propres	113 057	178 247	-665 142	3 982 235
Résultat net comptable	-66 611	29 402	97 347	780 761
Chiffre d'affaires et autres produits	1 185 351	1 784 796	4 355 928	8 163 968
Avances consenties à la filiale	52 601	41 893	1 647 792	
Dépréciation des avances consenties				
Avances reçus de la filiale				4 030 847
Cautions et avals fournis				
Dividendes encaissés au cours de l'exercice				

Le résultat net comptable et le chiffre d'affaires sont convertis au cours moyen.

Le capital est mentionné au cours historique, soit au montant figurant dans les comptes de StreamWIDE SA au poste participations (filiales détenues à 100% depuis leur création).

Les autres éléments sont convertis au cours de clôture.

3.4 Stocks de marchandises

Il n'existe aucun stock de marchandises au 31 décembre 2012.

3.5 Etat des créances et des dettes

Créances

En €	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	1 742 286		1 742 286
Autres immobilisations financières	58 646		58 646
Clients douteux ou litigieux	58 084		58 084
Autres créances clients	6 874 521	6 874 521	
Personnel et comptes rattachés	5 250	5 250	
Organismes sociaux	2 268	2 268	
Impôt sur les bénéfices	1 104 300	1 104 300	
Taxe sur la valeur ajoutée	108 827	108 827	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	37 389	37 389	
Groupes et associés	222 065	222 065	
Débiteurs divers		0	
Charges constatées d'avance	164 526	164 526	
Total	10 378 162	8 519 146	1 859 016

Les créances au titre de l'impôt sur les bénéfices sont représentées par les sommes à recevoir au titre du crédit d'impôt en faveur de la recherche :

Périodes (en €)	31/12/2011	Augmentations	Diminutions	31/12/2012
Exercice 2011	575 706			575 706
Exercice 2012		432 786		432 786
Total	575 706	432 786	0	1 008 492

Le crédit d'impôt 2011 n'a été remboursé qu'en janvier 2013 pour un montant de 575 706 €, pénalisant d'autant la trésorerie 2012 de la société. Pour mémoire, les années précédentes, les crédits d'impôt recherche étaient généralement remboursés au début du quatrième trimestre de l'exercice en cours.

Le crédit d'impôt 2012, dont la diminution s'explique par des effectifs d'ingénieurs moindres en année pleine 2012 comparativement à 2011 (apport d'activité au second semestre 2011) a fait l'objet d'une demande de remboursement conformément aux dispositions prévues pour les PME au sens communautaire.

Dettes

En €	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un 1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès établ crédit	777 260	174 537	602 723	
Emprunts et dettes financières divers	35 953			35 953
Fournisseurs et comptes rattachés	1 073 556	1 073 556		
Personnel et comptes rattachés	114 849	114 849		
Organismes sociaux	96 742	96 742		
Taxe sur la valeur ajoutée	575 528	575 528		
Autres impôts et taxes	36 227	36 227		
Dettes sur immobilisations	4 308	4 308		
Groupe et associés	4 024 547	4 024 547		
Créditeurs divers				
Produits constatés d'avance	525 333	525 333		
Total	7 264 303	6 625 627	602 723	35 953

Le poste " emprunts et dettes auprès des établissements de crédit " correspond pour 774 819 € au capital restant dû sur l'emprunt de 900 000 € contracté le 28 février 2012 auprès de la banque HSBC. Cet emprunt est conclu pour une période de 5 ans, au taux fixe de 3,5%. Un éventuel remboursement anticipé a été favorablement négocié avec la banque.

Les dettes « groupe et associés » correspondent au compte courant envers la filiale StreamWIDE France. Ces comptes courants augmentent en 2012 car c'est la première année complète postérieurement à l'apport partiel d'actif réalisé au 1^{er} juillet 2011. Ces comptes courants concernent essentiellement des opérations d'exploitation et seront apurés tout ou partie début 2013 en fonction des différentes opérations intervenues entre la Société et sa filiale (facturation notamment des royalties et des managements fees).

3.6 Créances et dettes représentées par des effets de commerce

Le bilan ne comprend aucune créance et/ou dette de cette nature.

3.7 Valeurs mobilières de placement et disponibilités

En €	Valeur comptable	Valeur liquidative
Actions propres	41 725	43 689
	41 725	43 689

- La société dispose également de dépôts à terme pour un montant total de 700 000 € (comptabilisés en disponibilités) :

Date d'échéance	Durée totale du placement	Etablissement bancaire	Montant 31/12/2012	Taux annuel de rémunération
14 janvier 2013	732 jours	SOCIETE GENERALE	700 000	1,25 % à 4 %
Total			700 000	

La rémunération des dépôts à terme SOCIETE GENERALE, à échéance 2013, est progressive dans la durée.

Les intérêts courus à recevoir s'élèvent à 47 216 €.

- Un compte courant rémunéré a été ouvert à la HSBC le 9 novembre 2010. Il s'élève à 2 617 € au 31 décembre 2012, hors intérêts. Il est inscrit dans la rubrique " Disponibilités ". Ce compte courant, dont le solde est peu significatif à la date de clôture annuelle, est cependant utilisé tout au long de l'année pour gérer les excédents de trésorerie courante constatée en cours de période.

- L'Assemblée Générale du 29 juin 2009 de la société StreamWIDE SA a délégué au conseil d'administration la mise en place d'un programme de rachats d'actions dans le cadre d'un contrat de liquidité pour l'animation du marché du titre de la Société. Le nombre d'actions auto-détenues s'élève à 4 413 au 31 décembre 2012, soit 0,17 % du total des actions de la société.

3.8 Provisions pour risques et charges

En €	31/12/2012	31/12/2011
Litiges prud'homal	15 000	15 000
Provision indemnité fin de carrière	38 841	22 895
Provision pour perte de change	24	2 970
Total	53 865	40 865

L'utilisation des provisions s'analyse comme suit :

En €	Montant 31/12/2011	Dotations	Reprises		Montant 31/12/2012
			Utilisée	Non utilisée	
Litiges prud'homal	15 000				15 000
Provision indemnité fin de carrière	22 895	15 946			38 841
Provision pour perte de change	2 970	24	2 970		24
Total	40 865	15 970	2 970	0	53 865

3.9 Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer

En €	31/12/2012	31/12/2011
Emprunts et dettes auprès des établ crédit	2 442	604
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	518 272	775 954
Dettes fiscales et sociales	125 777	247 717
Dettes sur immobilisations	4 307	0
Autres dettes	112 965	1 644
Total	763 763	1 025 919

La diminution des dettes fiscales et sociales s'explique par le transfert de personnel effectué dans le cadre de l'opération d'apport partiel d'actifs au bénéfice de la société StreamWIDE France, intervenu le 1^{er} juillet 2011. De fait, le personnel de la société StreamWIDE SA (12 personnes au 31 décembre 2012) a diminué en 2012 par rapport à 2011 et génère donc des dettes sociales (cotisations du quatrième trimestre 2012) moins importantes qu'un an auparavant.

Les autres dettes correspondent, en 2012, aux intérêts financiers calculés sur les comptes courants entre la société StreamWIDE SA et sa filiale StreamWIDE France.

Produits à recevoir

En €	31/12/2012	31/12/2011
Créances clients et comptes rattachés	4 075 296	3 703 035
Autres créances	37 389	8 435
Disponibilités	47 216	30 978
Total	4 159 901	3 742 448

3.10 Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance

En €	31/12/2012	31/12/2011
Charges d'exploitation	164 526	162 833
Charges financières	0	0
Charges exceptionnelles	0	0
Total	164 526	162 833

Produits constatés d'avance

En €	31/12/2012	31/12/2011
Produits d'exploitation	525 333	212 280
Produits financiers	0	0
Produits exceptionnels	0	0
Total	525 333	212 280

Les produits constatés d'avance ne sont pas, par nature, récurrents. Leur évolution ne peut donc pas être mise en relation direct avec le niveau d'activité mais seulement aux calendriers de certaines commandes et de certaines facturations. Au 31 décembre 2012, leur progression provient essentiellement d'un contrat pour lequel les maintenances annuelles 2013 et 2014 ont déjà été facturées et sont donc extournées à la clôture 2012.

3.11 Ventilation du chiffre d'affaires

La ventilation du chiffre d'affaires s'analyse comme suit :

En €	31/12/2012			31/12/2011		
	France	Export	Total	France	Export	Total
Ventes de marchandises		59 958	59 958	157 104	417 040	574 144
Redevances sur logiciels		2 220 801	2 220 801	1 724 157	3 389 443	5 113 600
Services		771 479	771 479	666 442	1 330 576	1 997 018
Prestations groupe	1 251 742	-18	1 251 724	487 007	281	487 288
Autres		5 376	5 376	410	5 701	6 111
Total	1 251 742	3 057 596	4 309 338	3 035 120	5 143 041	8 178 161

L'évolution du chiffre d'affaires tient évidemment compte de l'opération d'apport partiel d'actifs intervenu au second semestre 2011. De fait, la société StreamWIDE SA ne constate, en 2012, qu'une partie des revenus " Exports " car l'activité " France " et " EMEA " a été transférée à la filiale StreamWIDE France. En 2011, les revenus " France " et " EMEA " du premier semestre étaient encore comptabilisés par StreamWIDE SA.

3.12 Intégration fiscale

La société a opté, avec sa filiale StreamWIDE France, pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1^{er} janvier 2012.

Au 31 décembre 2012, l'intégration fiscale génère une économie d'impôt de 254 441 €, enregistrés dans les comptes de StreamWIDE SA.

3.13 Ventilation de l'impôt sur les sociétés

En €	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat après impôt
Résultat courant avant impôt	-687 542		-687 542
Résultat exceptionnel	-107 570		-107 570
Crédit d'impôt recherche		432 786	432 786
Crédit d'impôt mécénat		6 000	6 000
Intégration fiscale : Economie d'impôt		254 441	254 441
Total	-795 112	693 227	-101 885

3.14 Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

La situation fiscale différée, non comptabilisée, se traduit par un allègement de la dette future d'impôt.

En €	Bases	Impôt à 33,33 %
Organic	10 614	3 538
Effort construction	3 110	1 037
Provision indemnité fin de carrière	38 841	12 946
Ecart de conversion passif	50 890	16 962
Total	103 455	34 482

Les déficits fiscaux en report au 31 décembre 2012 s'analysent comme suit :

En €	Montants
Déficits propres à SW SA pré-intégration fiscale	1 455 515
Déficits du groupe post intégration fiscale	-

3.15 Résultat exceptionnel

En €	31/12/2012
Reprise sur amortissements dérogatoires	1 612
Produits exceptionnels	1 612
Honoraires non liés à des opérations d'exploitation	109 182
Charges exceptionnelles	109 182
Résultat exceptionnel	-107 570

3.16 Evolution des capitaux propres et du capital social

a) Evolution des capitaux propres avant résultat 2012

En €	Capital	Prime d'émission	Réserves et report à nouveau	Résultat 2011	Amort dérogatoires	Total
Situation au 31 décembre 2011	267 409	5 285 052	2 034 403	1 228 606	1 612	8 817 081
Affectation du résultat 2011			694 925	-1 228 606		-533 681
Correction affectation résultat 2010			967			967
Amortissements dérogatoires					-1 612	-1 612
Ecart de conversion compte Tunisie			-742			-742
Situation au 31 décembre 2011	267 409	5 285 052	2 729 553	0	0	8 282 013

b) Evolution du capital social

Le capital social, entièrement libéré, est composé de 2 674 085 actions de 0,1 euro chacune de valeur nominale, négociables sur le marché NYSE Alternext Paris.

Il n'a pas enregistré d'évolution en 2011.

3.17 Frais de développement

Les coûts de développement comptabilisés en charge sur l'exercice (qui auraient été activés si la société appliquait la méthode préférentielle) s'élèvent à 2 712 103 €, contre 2 678 184 € pour l'exercice précédent.

3.18 Ecarts de conversion

Les écarts de conversion actifs et passif s'analysent comment suit :

En €	31/12/2012		31/12/2011	
	Ecarts actifs	Ecarts passifs	Ecarts actifs	Ecarts passifs
Comptes clients	24	10 365		40 298
Comptes fournisseurs		4 719	2 970	
Comptes courants		35 806		72 542
Total	24	50 890	2 970	112 840

3.19 Transferts de charges

Les transferts de charges s'analysent comme suit :

En €	31/12/2012
Remboursement des opérations de formation	1 606
Total	1 606

3.20 Intégration des comptes de l'établissement stable en Tunisie

a) Taux de conversion du Dinard tunisien

Cours de clôture 31 décembre 2012 : 1 Dinard pour 0,4882 Euro
Cours moyen 2012 : 1 Dinard pour 0,4983 Euro

b) Impact sur le bilan

En €	31/12/2012	31/12/2011
Immobilisations corporelles	3 712	
Autres immobilisations financières	3 124	
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	16 905	14 650
Disponibilités	79 062	146 755
Total actif net	102 803	161 405
Capitaux propres	-73 273	-40 861
Fournisseurs et comptes rattachés	15 293	13 096
Dettes fiscales et sociales	1 888	
Total passif	-56 092	-27 765
Ecart : compte de liaison	158 895	189 170

Pour la présentation des comptes annuels, les comptes de liaison réciproques entre StreamWIDE SA et l'établissement tunisien ont été annulés.

La contribution aux capitaux propres s'analyse comme suit :

Résultat net 2012 :	- 61 945 €
Ecart de conversion :	- 11 328 €

Total	- 73 273 €

c) Impact sur le compte de résultat

En €	31/12/2012	31/12/2011
Chiffre d'affaires		
Produits d'exploitation	0	0
Achats de marchandises		
Autres achats et charges externes	31 302	30 094
Impôts et taxes et versements assimilés	816	2
Salaires et traitements	24 398	
Charges sociales	5 128	
Dotations aux amortissements	301	
Charges d'exploitation	61 945	30 096
Résultat d'exploitation	-61 945	-30 096
Résultat financier		
Résultat exceptionnel		
Impôts sur les bénéfices		179
Résultat net	-61 945	-30 275

3.21 Identité de la société consolidante

StreamWIDE SA n'est pas consolidée par une autre entité. Elle est la société mère du Groupe consolidé.

3.22 Rémunération allouées aux dirigeants sociaux

La rémunération des membres du conseil d'administration, pour leurs fonctions de mandataires sociaux, s'élèvent à 184 677 € au titre de l'exercice 2012, contre 149 706 € pour l'exercice 2011.

3.23 Effectif moyen

Catégories	31/12/2012	31/12/2011
Cadres	12	26
Non cadres		1
Total	12	27

La diminution de l'effectif moyen résulte essentiellement du transfert de 30 salariés à StreamWIDE France avec effet au 1^{er} juillet 2011 (contrat d'apport partiel d'actifs). Ce transfert étant intervenu en cours de période, il n'impactait pas entièrement la moyenne des effectifs constatée en 2011. En 2012, les effectifs moyens de StreamWIDE SA ne tiennent plus compte de ces salariés transférés.

3.24 Opérations hors bilan

3.24.1 Engagements financiers

a) Engagements reçus

La société n'a reçu aucun engagement financier hors bilan.

b) Engagements donnés

Au cours du premier semestre 2012, la Société a souscrit un emprunt bancaire de 900 K€ auprès de la banque HSBC, d'une durée de 5 ans et au taux fixe annuel de 3,5% (confère note 8.8 "Passifs financiers courants et non courants"). Un nantissement du fonds de commerce a été émis au profit de la banque HSBC en garantie de cet emprunt.

Cet emprunt est également assorti de clauses et de ratios financiers à respecter (covenants), calculés sur les données consolidées annuelles du Groupe :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes moyen – long terme < 60% des fonds propres
- dettes moyen – long terme < 2 * capacité d'autofinancement avant impôts société

Ces ratios sont tous respectés au 31 décembre 2012.

Par ailleurs, des conditions de détention du capital et des droits de vote accompagnent également ces ratios financiers :

- détention de 34% minimum du capital social ou des droits de vote par, conjointement, Messieurs Pascal Beglin (Pdg) et Lilian Gaichies (Dgd).

Cette condition est également respectée au 31 décembre 2012 (détention cumulée de 72,32% du capital social et de 65,95% des droits de vote).

Enfin, des cautions bancaires ont été émises en faveur de quatre clients étrangers du Groupe, dans le cadre de garantie de bonne fin et de paiement. Le développement de l'activité en zones Afriques – Moyen Orient implique la mise en œuvre plus régulière de cautions ou garanties bancaires, limitées dans leur montant et leur durée de validité (120 jours maximum). Les montants sont les suivants :

- (i) 15 K€, 100 KTND (soit 49 K€ en équivalent euros au 31 décembre 2012) et 20 KTND (soit 9,8 K€ en équivalent euros au 31 décembre 2012) ;
- (ii) 630 KUSD (soit 477 K€ en équivalent euros au 31 décembre 2012)

3.24.2 Droit individuel à la formation (DIF)

L'engagement au titre du DIF s'élève à 1 113 heures au 31 décembre 2012, contre 1 053 heures au 31 décembre 2011.

3.24.3 Autres opérations non inscrites au bilan

La société n'a conclu aucune opération de cette nature.

3.25 Eléments concernant les entreprises liées et les participations

En €	Entreprises liées	Entreprises avec un lien de participation
Avances et acomptes sur immobilisations		
Participations		3 303 794
Créances rattachées à des participations		1 742 286
Prêts		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés		5 512 056
Autres créances		222 065
Capital souscrit non versé		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		35 953
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		625 407
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		4 024 547
Produits financiers		
Charges financières		112 965

3.25 Informations sur les transactions avec les parties liées

L'information sur les transactions réalisées avec les parties liées n'est pas communiquée conformément aux dispositions de l'article R.123-198 du code de commerce :

- Les filiales sont toutes détenues à 100 %.
- Aucune opération de cette nature n'existe avec les actionnaires et/ou dirigeants.

3.26 Evènements importants intervenus depuis la date de clôture

Aucun évènement significatif n'est intervenu depuis la date de clôture de l'exercice.